

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 215
JEUDI 31 JANVIER 1974

A la même heure,
la main dans la main

ALSTHOM - St-OUEN

LES RESPONSABLES CGT EXCLUENT LE PATRON LICENCIE UN OUVRIER MARXISTE-LENINISTE

Un ouvrier syndicaliste, un militant révolutionnaire licencié par un patron : voilà un fait en quelque sorte habituel dans le monde capitaliste. Dans son usine, notre jeune camarade Lebrun mettait toute son ardeur au service de la grande cause qu'il avait embrassée : la lutte pour le socialisme et le communisme. Animé de ce grand idéal, il entraînait ses compagnons de travail dans l'action revendicative, forgeait leur unité de classe en combattant toute division, en particulier le racisme (1), propageait inlassablement les idées révolutionnaires marxistes-léninistes et popularisait la voie révolutionnaire à suivre pour libérer la classe ouvrière et tout le peuple du joug capitaliste et instaurer le socialisme. En licenciant notre camarade, les patrons du trust C.G.E. veulent entraver son travail syndicaliste et son action révolutionnaire qu'ils jugent dangereux pour la survie de leur système d'exploiteurs.

Un ouvrier syndicaliste, un militant révolutionnaire chassé de son usine par les responsables du syndicat C.G.T., qui se réclament par ailleurs d'un parti politique, le P.C.F. : voilà un fait moins habituel, mais qui peut le devenir, car il n'est pas dû au hasard : il est le résultat de décisions prises au plus haut niveau par les dirigeants révisionnistes du P.C.F., qui veulent « épurer » la C.G.T., en faire un appareil entièrement soumis, du sommet à la base, à leur politique contre-révolutionnaire.

En effet, les responsables de la C.G.T. d'Alsthom, obéissant aux ordres donnés par leurs chefs révisionnistes, ne se sont pas contentés de baisser les bras devant un acte caractérisé de répression patronale : le licenciement. Ils ont poussé au licenciement, ils l'ont appelé de leurs vœux, ils y ont applaudi. C'est ce que montrent et leurs actes et leurs déclarations (voir nos pages 6 et 7).

L'opération est grossièrement montée : en excluant notre camarade du syndicat dans l'heure qui précède son licenciement, les responsables de la C.G.T. n'avaient plus à défendre un des leurs.

Mais notre camarade Lebrun était-il donc « un des leurs » ? Certainement pas ! Il était, il est aussi éloigné de ces traîtres à la classe ouvrière qu'il est proche des militants de base de la C.G.T., comme d'ailleurs de ceux de la C.F.D.T. et comme de tous ses compagnons de travail.

En organisant le licenciement de Claude Lebrun, les chefs révisionnistes de la C.G.T. ont voulu eux aussi, de leur côté, l'éloigner de la classe ouvrière, entraver ses activités syndicales et révolutionnaires, l'empêcher d'arracher ses compagnons à l'influence du révisionnisme moderne.

Par cette action antiouvrière et contre-révolutionnaire, les révisionnistes prouvent d'eux-mêmes que leur ligne syndicale et politique est inconciliable avec la ligne révolutionnaire suivie par le camarade Lebrun, la ligne de l'avant-garde marxiste-léniniste. Ils rejettent à 100 % cette ligne, défendue et appliquée par notre camarade Lebrun, la ligne du combat classe contre classe, classe ouvrière contre bourgeoisie, parce qu'ils appliquent la ligne de collaboration des classes ; ils rejettent la ligne de l'unité à la base et dans l'action, de l'unité prolétarienne, parce qu'ils appliquent la ligne d'unité factice au sommet et de division des rangs ouvriers ; ils rejettent la ligne du rassemblement populaire autour de la classe ouvrière qui prépare l'affrontement décisif et nécessairement violent avec la bourgeoisie, parce qu'ils appliquent la ligne des compromis électoralistes pour se glisser dans les fauteuils des ministères bourgeois ; ils rejettent la ligne de la dictature du prolétariat qui garantit le socialisme, parce qu'ils veulent instaurer une nouvelle version de la dictature de la bourgeoisie



présentée dans le Programme commun ; ils rejettent la ligne de l'internationalisme prolétarien parce qu'ils défendent les intérêts sociaux-impérialistes de l'U.R.S.S. ; enfin, et nous le disons à l'intention particulière des vieux cégétistes, ils rejettent la ligne de fidélité au grand combat des Semard, des Timbaud... parce qu'ils ont définitivement renié l'idéal de tous ces communistes tombés héroïquement sous les balles des nazis.

Ces révisionnistes défendent une bien mauvaise cause : voilà pourquoi ils craignent tant de se voir démasquer devant la classe ouvrière et qu'ils n'hésitent pas à s'acoquiner avec un patron pour chasser un ouvrier d'une usine. Mais, ce faisant, ils ont, comme l'on dit, soulevé une pierre pour se la laisser tomber sur les pieds. Ils se sont démasqués et ont fourni une preuve éclatante de leur complète trahison des intérêts du prolétariat.

A bas le capitalisme !

A bas le plus grand obstacle à la révolution prolétarienne : le révisionnisme moderne !

(1) Le 31 mars 1973, Claude Lebrun prenait la parole au cours d'un meeting à la Mutualité pour fustiger la Circulaire Fontanet et appeler à l'unité Français-immigrés.

A Clermont-Ferrand, à l'initiative de l'U.N.E.M.,
meeting contre la répression au Maroc

INTERVENTION DE L'HUMANITÉ ROUGE

Camarades et amis,

Les communistes marxistes-léninistes de France, regroupés autour du journal l'« Humanité-Rouge », tiennent à apporter leur soutien à l'UNEM qui, malgré l'interdiction dont l'a frappé le régime sanglant d'Hassan II, a pris l'initiative d'organiser ce meeting pour dénoncer la répression fasciste au Maroc et les menées de l'impérialisme, impérialisme français en tête.

Il y a bientôt cinquante ans, en 1925, l'impérialisme français lançait la sale guerre du Maroc. A peine était-elle déclenchée que sous l'impulsion du Parti communiste français qui n'avait pas sombré dans le révisionnisme comme c'est le cas aujourd'hui, sous l'impulsion du Parti communiste français donc, partout en France ont surgi des comités d'action contre la guerre du Maroc. Pendant

l'été 1925, mois de vacances cependant, meetings et manifestations ne cessèrent pas, y compris dans les plus petits villages.

Les comités d'action de 1925 furent les centres révolutionnaires qui organisèrent et firent réussir la grève générale du 12 octobre 1925 contre la guerre du Maroc : elle engloba plus d'un million et demi de grévistes.

En 1963, des agents du gouvernement français livraient sur le territoire français le prestigieux dirigeant du peuple marocain, Mehdi Ben Barka, à la main criminelle d'Oufkir, ministre de l'Intérieur du Maroc. Devant l'immense indignation que souleva en France la révélation de cet assassinat, le gouvernement impérialiste de De Gaulle fut obligé de rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement marocain.

C'est en nous référant à cette tradi-

tion exemplaire d'internationalisme prolétarien, de solidarité active qui lie les peuples de France et du Maroc que nous voulons intervenir aujourd'hui.

La rupture des relations diplomatiques entre la France impérialiste et le régime fantoche d'Hassan II ne fut que de courte durée.

Et aujourd'hui, les monopoles français, ennemi numéro un du peuple de France, ont la haute main sur l'économie du Maroc, devant leurs compères et rivaux américains et européens.

Ils pillent allègrement les ressources nationales du Maroc et exploitent jusqu'à la moelle le peuple marocain, répandant le chômage et la misère et provoquant l'émigration massive des travailleurs marocains vers la France et d'autres pays d'Europe.

Le régime réactionnaire d'Hassan II, à la botte des monopoles impérialistes, fait régner au Maroc une terreur sans nom qui atteint son apogée dans l'assassinat des héroïques patriotes marocains à la suite des procès de Casablanca et de Kénitra. Et avec eux, combien de combattants qui disparaissent dans l'obscurité comme l'attestent les témoignages de nombreux travailleurs marocains en France : ils sont nombreux ceux qui ont vu disparaître un jour un frère, un cousin, un oncle ou un ami et qui n'ont jamais reparus (connus pour leur opposition au régime d'Hassan II).

Mais rien n'arrêtera la juste lutte du peuple marocain pour la libération nationale et pour l'indépendance et le régime pourri d'Hassan. Il est comme un fauve agonisant qui frappe d'autant plus cruellement que sa fin est proche.

Ces mêmes monopoles français, par leur politique néo-colonialiste, provoquent l'émigration massive des travailleurs marocains qu'ils attendent de pied ferme en France pour les exploiter.

Dans notre localité, par exemple, quel sort réserve aux travailleurs marocains les sociétés Michelin, Chambon, SAT. Ils ont les travaux les plus durs, les moins payés, ils sont logés dans les foyers-prisons Michelin ou Sonacotra, on devrait dire plutôt qu'ils sont parqués sous la surveillance permanente de gardiens. Il faut leur autorisation pour toute visite et bien entendu les réunions politiques sont rigoureusement interdites. Pour les travailleurs marocains comme pour tous nos frères arabes en France, ce sont de véritables ghettos que la bourgeoisie capitaliste organise.

De plus, la tristement célèbre circulaire Fontanet les place sous le contrôle direct de la police en faisant planer sur leur tête la menace permanente d'expulsion.

Mais tout cela n'a pas empêché les travailleurs marocains d'être courageusement au coude à coude avec leurs camarades français ou d'autres nationalités dans leur lutte commune contre l'exploitation capitaliste dans les usines et sur les chantiers. Tout cela malgré les manœuvres de division d'un patronat raciste et fasciste.

Les grèves menées chez Chambon, à la câblerie de Riom, chez Michelin et ailleurs en témoignent.

VIVE LA SOLIDARITÉ ENTRE LES PEUPLES DE FRANCE ET DU MAROC !

A BAS L'IMPERIALISME MONDIAL !
A BAS LE RÉGIME POURRI D'HASSAN II !

TRAVAILLEURS FRANÇAIS - IMMIGRÉS, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE, TOUS UNIS DANS LA LUTTE CONTRE LE CAPITALISME !

Marseille :

NOUVELLE PROVOCATION POLICIÈRE CONTRE LES IMMIGRÉS

Le mardi 23 janvier, sous prétexte de rechercher des locataires occupant illégalement des appartements et d'enquête sur vols, d'importantes forces de police perquisitionnent illégalement chez tous les étudiants étrangers de la cité M.N.E.F. de Saint-Jean-du-Désert.

Prétextant la découverte de matériel politique chez un militant tunisien, à ce moment-là absent de son domicile, ils emportent le matériel. Vendredi, le même militant, Mahmoud Ben Mahmoud, connu pour son opposition au régime fasciste de Bourguiba et ayant déjà été emprisonné en Tunisie pendant deux ans, a été mis en garde à vue. Après trente heures de garde à vue, il a été mis en liberté provisoire. Un autre militant tunisien est recherché. C'est à l'heure où des centaines de militants marxistes-léninistes et progressistes sont arrêtés par le régime fasciste de Bourguiba en Tunisie même que le gouvernement français et sa police renforcent la répression bourgeoise. Ceci s'inscrit également dans les mesures d'intimidation visant à réduire au silence les travailleurs immigrés en lutte aux côtés des ouvriers français contre le racisme et l'exploitation capitaliste.

Les organisations et personnes sous-signataires réclament la levée de toute poursuite ou inculpation et de toute menace d'expulsion contre les militants syndicalistes ou révolutionnaires tunisiens et étrangers, et s'engagent à mettre tout en œuvre pour les obtenir.

Commission immigrés C.F.D.T. ; Comité de lutte Français-immigrés ; le Travailleur tunisien ; Gauche révolutionnaire ; Humanité-Rouge ; U.C.F. (marxiste-léniniste).

Maroc, pays du soleil... et de la " liberté " ?

Depuis les affrontements armés dans l'Atlas le 3 mars, le pouvoir a intensifié sa répression :

— Arrestations massives de militants, déportations de populations, des centaines de « disparus » :

— 159 militants de l'U.N.F.P. ont été jugés en juillet 1972 à Kenitra : parmi eux, 15 furent exécutés le 1^{er} novembre. D'autres de ces militants ont été rejugés une seconde fois en janvier 1974 : Hassan II vient d'obtenir 6 autres peines de mort, qui peuvent être appliquées d'un jour à l'autre.

Des 80 acquittés enlevés à leur sortie du tribunal, on est toujours sans nouvelles.

Eux risquent la mort.

A Casablanca, 81 marxistes-léninistes furent jugés et condamnés sévèrement (1 à 15 ans, 13 à 10 ans, 1 à 8 ans, 6 à 18 mois, etc.). Menebir et Belkébir (président et vice-président de l'U.N.E.M.) ont disparu depuis plus d'un an. La police prétend les avoir « relâchés » !...

Egalement à Casablanca, 35 inculpés, pour appartenance au Syndicat national des Lycéens, attendent leur jugement depuis un an. Un de leurs profs incarcéré avec eux vient de disparaître de sa cellule.

Toute cette répression vise à mettre fin au vaste mouvement de révolte qui a lié ces dernières années les lycéens, étudiants, ouvriers et paysans dans tout le pays.

Même actuellement, au plus fort de la terreur et de la répression menée par Hassan II, le peuple marocain se dresse pour lutter contre le pouvoir.

Notre rôle de militants français n'est pas seulement de dénoncer la répression au Maroc.

Nous devons dénoncer également la coopération policière franco-marocaine qui permet « l'exportation » d'Amicales des Travailleurs et Commerçants marocains, amicales fantoches manipulées par l'ambassade, qui cherchent à casser tout mouvement de grève, dénoncent les militants, attaquent un délégué C.F.D.T. à Gennevilliers, et font toutes les pressions possibles pour obtenir des adhésions... à la C.F.T. !...

Un de leurs dirigeants est le propriétaire de foyers pour immigrés.

Dénonçons toute manœuvre de cette amicale fantoche !

Halte à la répression au Maroc et en France !

Commandez à **E-100**

Le tome I de l'étude
de Jacques Jurquet

**LA RÉVOLUTION NATIONALE
ALGÉRIENNE
ET LE PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS**

L'exemplaire : 18 F

Prochaine parution

« **PROLÉTARIAT N° 4** »

Au sommaire :

- Les nouvelles « formes de lutte » du P.-C.-F. : Nouvel emballage, Même marchandise (H. Jour)
- Guerre ou paix au Moyen-Orient (C. Granot)
- « Sécurité » de l'emploi ou sécurité des exploités capitalistes (L. Dacier)
- Lip : Une lutte et ses leçons
- Embauche à Citroën (interview)
- Syndicalisme enseignant : pratique et idéologie réformiste (J. Vermont)
- Documents
- Notes de lecture
- Cinéma français (P. Duval)

Câbles de Lyon (Gennevilliers)

Unité dans la lutte et dans l'action

Nous, les travailleurs immigrés des Câbles de Lyon (Bezons), en grève depuis le 16 janvier, continuons notre combat jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

Nous luttons pour :

- Amélioration des conditions d'hygiène ;
- Service médical permanent ;
- Amélioration de la cantine sans augmentation de prix ;



- 1 franc de l'heure d'augmentation pour tous ;
- Indemnité de casse-croûte même si la machine est en arrêt ;
- 40 heures hebdomadaires ;
- Pas de sanctions pour fait de grève ;
- 13^e mois.

Les Câbles de Lyon, filiale du trust C.G.E. (Ambroise Roux). Ce trust utilise 90 % d'immigrés, ce qui permet au patronat de mieux exploiter les ouvriers.

Vendredi 18 janvier, les grévistes immigrés des Câbles de Lyon sont entrés dans les ateliers pour discuter avec les camarades au travail.

Ce jour-là nous avons vu comment le patronat cherchait à nous diviser

en nous dressant les uns contre les autres. Quelques ouvriers ont arrêté leurs machines pour suivre les grévistes. Devant cette réaction, la direction s'est « plantée » devant les ouvriers, utilisant cyniquement la circulaire Fontanet et pratiquant le racisme. Ils ont dit : « La France aux Français. Si vous voulez faire la grève, allez la faire dans votre pays. »

En s'adressant à nous, jeunes ouvriers portugais, ils disaient : « Allez faire la guerre en Angola. » Ils se sont adressés aux ouvriers arabes, en leur disant : « Ne laissez pas les grévistes entrer dans les ateliers. C'est à vous de les expulser. »

Mais personne n'a suivi les patrons.

(Ils ont dit aussi : « Si vous n'êtes pas contents, on peut vous montrer la frontière. »)

Nous appelons à la solidarité, seul moyen de faire face à la puissance de ce trust qui exerce une répression sauvage contre les travailleurs.

C'est ce trust qui a résisté huit semaines aux camarades du joint Français. C'est lui qui a licencié des camarades de l'Alstom. C'est lui qui a résisté sept semaines aux Câbles de Gennevilliers.

Luttons tous ensemble contre les « grosses têtes » du trust, seul moyen de faire céder ce trust à nos revendications.

Nous dénonçons le caractère provocateur de l'article paru dans le Parisien Libéré (édition du Val-d'Oise) n° 9142 du 23 janvier 1974, dont la nature peut provoquer de graves conflits entre les travailleurs des Câbles de Lyon (Bezons) et aussi dans toute la région atteinte par cette édition.

Nous savons au service de qui est cette presse qui falsifie les revendications des grévistes.

Continuons la lutte jusqu'à la victoire !

A bat le racisme !
Travailleurs français et immigrés,
même patron, même combat !

Les grévistes.
Câbles de Lyon (Bezons).

Motorola (Toulouse)

LA LUTTE COMMENCE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Comme tout bon capitaliste, Motorola cherche à maintenir ses profits face à la crise.

Motorola exporte vers la République fédérale d'Allemagne 20 % de sa production. Comme celle-ci prévoit un taux d'expansion nul, il y aura des répercussions sur ces exportations. De plus, l'usine travaille en partie pour l'automobile. Ceci fait bien sûr réfléchir la direction !

Elle prépare donc l'atmosphère pour ses sales coups. Pour faciliter l'introduction d'augmentations de cadences, de compression de personnel, elle essaie de faire régner la peur :

● Non renouvellement de contrats : une dizaine de travailleurs (anciens grévistes en octobre) ont été touchés.

● Chantage au licenciement ou à la baisse de salaire si on ne fait pas le rendement ou si on n'accepte pas une catégorie inférieure (ouvrier à la place de moniteur).

● Mise à pied, poste plus difficile pour des travailleurs.

● Mise à pied de délégués, demande de licenciement continue.

Un certain nombre d'ouvriers n'acceptent pas de courber l'échine, de rester calme dans un coin pour ne pas attirer l'attention sur lui.

Dans l'équipe de nuit, une action de solidarité que les travailleurs ont appelé « grève du zèle » a fait baisser la production de 50 % pendant huit heures. La direction a riposté en envoyant une lettre d'avertissement à tous.

Sur une ligne, les deux équipes de jour ont débrayé chacune une heure pour protester contre une mise à pied arbitraire. Motif : « Initiative personnelle » !

Tous les travailleurs de Motorola doivent continuer dans cette voie.

Face à la crise, les travailleurs n'ont qu'une arme : passer à l'offensive, tous ensemble, en même temps, dans l'unité à la base et dans l'action !

Les ouvriers de Motorola.

P.S. — Une fois de plus, il faut dénoncer le système des contrats renouvelables ! Grâce à ce système, la direction peut garder constamment un certain nombre de travailleurs sous contrats, qu'elle pourra licencier quand elle voudra, par exemple quand la baisse de production exigera la suppression d'une équipe. Tous ceux sous contrat seront licenciés, ceux de l'équipe éliminée serviront à boucher les trous dans les autres équipes.

Exigeons la suppression des contrats !

Classe contre classe dans les entreprises

Usine E.V.R. d'Aubervilliers (trust C.G.E.)

A l'usine E.V.R. d'Aubervilliers du trust C.G.E., trente-cinq ouvriers sont en grève depuis le 17 décembre. Ces grévistes représentent toute la production de l'usine. Le reste du personnel apporte un soutien financier.

Les ouvriers sont en lutte pour des revendications touchant l'ensemble du personnel :

- 200 francs d'augmentation pour tous ;
- A travail égal, salaire égal ;
- Amélioration des conditions de travail ;
- Une heure d'information faite par les délégués.

Les ouvriers de l'E.V.R. sont parmi les ouvriers les plus mal payés d'Aubervilliers.

La direction de l'E.V.R. essaye de diviser les ouvriers en mettant le personnel non-gréviste à 40 heures avec diminution de salaire alors que les grévistes resteront à 44 h 30.

Des négociations se sont ouvertes mais la direction refuse l'augmenta-

tion uniforme et les dirigeants de la C.G.T. sont du même bord que la direction et propose des augmentations par catégorie et à l'intérieur de chaque catégorie des augmentations individuelles.

LA C.G.T.

Dès l'ouverture des négociations, elle a annoncé à la direction que si elle n'était pas d'accord avec les formes d'action, elle se désolidariserait des grévistes.

Elle a contacté Jack Ralitié et M. Cathalifaud pour que Ralitié demande à l'inspecteur départemental du travail d'ouvrir les négociations (alors que celles-ci sont déjà ouvertes) afin de récupérer.

Un comité de soutien est créé avec l'accord des grévistes et appelle les travailleurs de la Courneuve - Aubervilliers ainsi que la population à la solidarité et à le rejoindre.

Soutien total aux grévistes !

La C.G.E. payera !

Correspondant H.R.

Dynamic

En grève depuis 6 semaines



Depuis plus d'un mois, la majorité des 220 travailleurs est en grève. Depuis plus d'un mois, le patron refuse de négocier.

Cette usine, qui fabrique des joints de caoutchouc synthétique, est toute neuve. Elle emploie en grande majorité des travailleurs immigrés et des femmes.

POURQUOI ?

Implantée depuis moins d'un an, l'usine présente de l'extérieur un cadre relativement agréable.

MAIS :

un matériel archaïque, vétuste, des presses sans protection, du caoutchouc en fusion et peu ou pas d'aération.

TELLE EST LA REALITE DE L'INTERIEUR.

MAIS AUSSI : DES SALAIRES TRES BAS

ont fait que, suite à deux accidents graves, les travailleurs ont pris conscience qu'ils ne pouvaient plus continuer d'accepter une telle situation.

LE PATRON REpond PAR LA FORCE

- aux injonctions de l'inspecteur du travail concernant la sécurité,
- aux revendications posées par les travailleurs.

La direction répond par l'emploi de mercenaires « grasses » payés pour provoquer, menacer et frapper les grévistes.

Devant le refus d'ouvrir de véritables discussions, les travailleurs se sont déplacés au siège social à Paris. Mis en contacts avec le « négociateur », les travailleurs décident de le retenir jusqu'à ce que s'ouvrent des négociations.

Les forces de police sont intervenues et ont retenu les grévistes durant deux heures au commissariat. L'occupation de l'usine est partielle, une demande d'expulsion faite par les référés est rejetée par une justice qui essaie de trouver des mesures de conciliation. Mais le patron qui s'oppose toujours à toute négociation continue en toute impunité d'utiliser la force — ses gardiens contre les grévistes.

Orléans : Hôpital "public" au service de la bourgeoisie

Nous sommes des travailleurs hospitaliers, certains depuis 17 ans, au Centre hospitalier régional d'Orléans, pas assez payés ni assez nombreux pour un travail souvent exigeant. Nous voyons souvent des choses dégueulasses, des accidents du travail et de la route. Mais cette fois c'est tellement dégueulasse qu'on l'écrit à tous.

Si vous avez un accident, que vous êtes ouvrier, vous attendrez à l'hôpital, vous attendrez pour voir un chirurgien, pour passer à la radio et pour avoir un lit, et même vos visiteurs attendront : HOPITAL SILENCE, NON ! HOPITAL ATTENTE !

Mais si vous êtes directeur, actrice (Madeleine Sologne), chanteur (Hervé Vilard, Adamo), ou plus, comme cela s'est passé pour «notre» ancien ministre, député et maire de Blois, Pierre Sudreau, accidenté en voiture le samedi 5 janvier « en abordant une courbe très légère, il entamait une manœuvre de dépassement » comme dit la *Nouvelle République* du lundi, « sous-estimait-il le temps nécessaire pour effectuer cette manœuvre ou fut-il surpris par le profil de la chaussée légèrement en courbe » comme dit la *République du Centre*, l'hôpital est aussitôt averti qu'un bourgeois a eu un accident.

A l'admission on l'attend : les internes, le meilleur chirurgien de la région et la direction de l'hôpital...

Et à la radiographie il passe, il passe même avant... le gosse (2 ans) victime qu'a fait ce bourgeois : ce gamin, sur son brancard perd son sang par la face !

Et le gratin augmente : le préfet de région, son directeur de cabinet, le préfet du Loir-et-Cher, etc.

Malgré le gamin qui hurle dans la radio, le ministre-député-maire arrive à entendre : « Monsieur le ministre, nous sommes là ! » et arrive à répondre : « Mes amis... Merci mes amis ! » Il n'a rien.

Le complot se poursuit car le service de chirurgie qui reçoit les accidentés, régulièrement (les week-end, mardis et jeudis) est une salle commune de 28 lits côte à côte, aux matelas pourris, une salle de chirurgie redoutée des hospitaliers comme des Orléannais : les entrants qui hurlent sur les brancards, pas de lits vides, les opérés qui crient, les « convalescents » qui gueulent, une salle du XIX^e siècle. Son nom : Besnard comme BOUCHERIE !

Peut-être qu'il y avait trop d'accidentés, d'ouvriers blessés, ce jour-là, mais il restait trois lits vides pour tant... Alors entre bourgeois on s'arrange — les jeunes internes n'insistent plus — et notre blessé, ancien ministre, a une chambre près de la salle d'opération, à Saint-Lazare (chirurgie femmes) : il souffre de contusions.

Sur la porte de sa chambre : une affiche « visite interdite », mais il y avait toujours sa femme auprès de lui, presque quotidiennement la visite du maire d'Orléans (radical de gauche), sans compter les préfectoraux. Si cela avait été un ouvrier, les visites n'auraient pas eu lieu à toute heure (seulement de 13 heures à 15 heures et de 19 heures à 20 heures).

Dans la presse locale, les communiqués de bon rétablissement affluent : il n'a rien. Mais pour la victime, sa femme et leur gosse, il n'y a même pas un mot. Le dernier jour la femme du ministre-député-maire offre quelques fleurs à la femme du tué, qui se remet de son importante opération près de la chambre du ministre (qui marche) et quelques cigarettes aux brancardiers.

Le ministre est sorti de l'hôpital public : hôpital public pour les ouvriers mais privé pour les bourgeois !

Que faire devant ces conditions d'hospitalisation et devant l'hospitalisation d'une personnalité du fric (patron, artiste, politicien).

Contre les mauvaises conditions d'hospitalisation et de travail : combattre pour qu'il n'y ait plus de salles communes type XIX^e siècle, pour des salaires décentes et pour des effectifs suffisants. Nous ne le crions jamais assez dans les manifestations avec notre section C.F.D.T. : « EFFECTIFS REDUITS : MALADES EN DANGER » et nous

combattons quotidiennement par le syndicat avec les hospitaliers, pour nos revendications et les malades : « NOUS DEFENDONS VOTRE SANTE ».

Mais que pouvons-nous faire devant un tel déploiement de luxe pour un bourgeois : prendre conscience que ces disparités, ces avantages pour les bourgeois sont INEVITABLES dans la France (et les hôpitaux) des bourgeois.

Nous devons prendre conscience que c'est inévitable qu'un bourgeois soit bien reçu par la médecine du profit où l'homme — hospitalisé comme hospitalier — doit être rentable : rapporter du fric en exploitant la maladie comme le travailleur hospitalier.

Nous devons faire prendre conscience que cette médecine du profit, qui n'a de publique que l'étiquette (elle n'est pas pour le public, mais pour rapporter des profits), est inévitable dans une société qui marche pour le profit (que ce soient les usines, les chemins de fer, les flics ou les hôpitaux).

Et si nous voulons changer VRAIMENT, TOTALEMENT la médecine, si nous voulons vraiment que les hôpitaux soient publics, il faut les mettre au service du public, au service des travailleurs qui en ont besoin.

Mais comment : en changeant la société, en balayant une fois pour toute la société des profiteurs — c'est-à-dire le capitalisme — en mettant la société et donc la médecine au service des travailleurs — c'est-à-dire le socialisme.

— Travailleurs, soutenez les hospitaliers qui combattent la médecine du profit !

— Travailleurs et hospitaliers, préparons ensemble la révolution prolétarienne, préparons-nous à abattre le capitalisme !

— Travailleurs et hospitaliers, ensemble, nous construirons la société et la médecine des travailleurs, c'est-à-dire la société et la médecine socialistes !

Des travailleurs marxistes-léninistes de l'hôpital d'Orléans.

Licenciements à S.E.M.M.

A Caravelaire (S.E.M.M.) de Trignac (région nazairienne) le patron a renvoyé 160 intérimaires au début de janvier. Les 600 « permanents » sont aussi menacés car cette mesure est le signe d'une fermeture dont la direction parle depuis un certain temps.

Il est question de reclassements dans l'industrie nazairienne mais il y a déjà au moins 2000 chômeurs à Saint-Nazaire (Babcock fermé, Franciscol — fabrication de laine de verre — fermé, licenciements importants chez Baudet, etc.).

50 % des intérimaires vont être reclassés. Mais quel reclassement ? Pour certains, il faudra attendre trois à quatre mois pour un stage de soudeur, pour d'autres pas de travail avant deux à trois semaines, et quel travail ? Tous les « reclassés », sauf deux, le seront comme manœuvres. Par exemple un ouvrier qualifié va se retrouver laveur de carreaux. Inutile de dire que son salaire va aussi s'en ressentir.

Et il reste pas mal de non reclassés. La plupart des femmes sont dans cette situation.

Les travailleurs de la S.E.M.M. ont réagi :

— Le 15 : 75 % des travailleurs débraient et bloquent la Nationale 71 à Trignac.

— Le 22 : nouveau débrayage de la grande majorité des travailleurs (il était général dans la région nazairienne).

Les travailleurs restent mobilisés.

Un lecteur

Pas de petits profits...

Le 3 décembre 1973, le camion de la transfusion sanguine se rend sur les lieux de travail pour recueillir du sang. La direction de mon entreprise avait donné son accord. Je me rends donc dans le camion pour me faire prélever 300 grammes de sang. Puis, je casse une petite croûte pour me remettre. Ma tête me tourne, je tombe la tête la première sur le sol du camion. Je perds connaissance pendant une dizaine de minutes. Je suis hospitalisé avec un arrêt de travail de trente jours. La Sécurité sociale ne veut pas reconnaître l'accident comme accident du travail. J'ai été voir les syndicats qui m'appuient s'il y a une procédure à engager : si ce n'est pas reconnu comme accident du travail, j'aurai en effet à payer 30 % des frais d'examen médicaux, radios et hôpital.

Un camarade.

Faculté des sciences de Toulouse :

LE SERVICE "GESTION ET EXPLOITATION" PORTE BIEN SON NOM !

Ce service, qui travaille à la faculté des sciences de Toulouse pour l'essentiel, est composé de quarante-deux ouvriers chargés de fournir l'eau, le gaz, l'électricité, le chauffage... à toute la faculté, mais aussi à des laboratoires et grandes écoles avoisinantes.

Auparavant, personne ne les connaissait, maintenant tout le monde les connaît... ainsi que leurs revendications.

Et pour cause, ils en sont à leur septième jour de grève illimitée (coupure de l'électricité et du chauffage pendant la journée) et tous ensemble !

POURQUOI ?

C'est que ce « service » porte bien son nom.

En effet, ces quarante-deux ouvriers ne disposent d'aucun statut, ni privé, ni d'Etat !

D'où pas de syndicat... Aucun avantage, ni du privé, ni d'Etat mais par contre tous les inconvénients de l'un et de l'autre. (Par exemple : pour distribuer un tract, ils ont fait deux heures de grève, on leur retire la

journée comme chez les fonctionnaires !)

Aucune « sécurité de l'emploi » et des salaires en moyenne de 1200 F.

Mais le plus fort, c'est qu'ils sont payés sur des FONDs PUBLICS (de l'ordre du milliard d'A.F. par an !) et que leur « patron » n'est autre qu'un HAUT FONCTIONNAIRE DE L'ETAT, le recteur Chalin (qui s'est déjà rendu célèbre en 1968 à la Sorbonne !).

Voilà donc la situation de fait :

CAPITAL = FONDs PUBLICS

PATRON = RECTEUR

= ENTREPRISE PRIVEE !

Les quarante-deux ouvriers du service, unis comme un seul homme, se sont donc mis en grève pour obtenir la sécurité de leur emploi.

Pour mesurer le cynisme du ministère de l'Education nationale à ce sujet, voilà le télex qu'a reçu le recteur :

« Aucune objection réunion groupe de travail en vue étude problème posé par organisation du service gestion et exploitation. AUCUN ENGAGEMENT POSSIBLE EN CE QUI

CONCERNE CREATION POSTES BUDGETAIRES D'ETAT » ;

ce qui signifie en clair :

« Faites-les discuter mais pas question de postes ! »

Le recteur leur a proposé des contrats chancellerie, c'est-à-dire passés avec le recteur lui-même (décidément, il tient à garder ce service sous sa coupe...) et qui peuvent être rompus n'importe quand, il suffit de dissoudre le service.

Les quarante-deux continuent donc leur grève, toujours aussi unis, décidant collectivement en A.G. de ce qu'il faut faire et en restant constamment sur place.

Ils bénéficient d'un soutien de plus en plus étendu des techniciens, des étudiants, des enseignants, qu'ils soient syndiqués ou non.

Ce combat des quarante-deux s'inscrit dans la lutte de tous les travailleurs pour la sécurité de l'emploi.

Leur combat est difficile, mais ils sont décidés.

Correspondant H.R.

Commandez

notre brochure

**" LA
FASCISATION
EN FRANCE "**

(André Colère.)

Prix : 3 F

(port en sus 20 %)

PARIS XIV^e :

271 travailleurs africains expulsés de leur foyer

Depuis neuf mois, les 271 travailleurs africains du foyer au 214, rue Raymond-Losserand, luttent contre l'expulsion. En effet, ce secteur du XIV^e arrondissement est en « rénovation ». Mais les nouveaux bâtiments qui doivent s'élever ici les prochaines années ne seront pas des logements pour les travailleurs, mais des bureaux pour une compagnie anglaise, ainsi que la Radiale. Après des propositions inacceptables, comme le relogement par groupes de 10 ou 15, et loin des lieux de travail, après des promesses sans lendemain, comme la réfection du foyer, la préfecture leur a adressé dans une lettre datée du 13 décembre 1973 une « sommation de déguerpir » avant le 18 janvier. Les travailleurs ont répondu comme ils l'avaient fait dans le passé, par leurs revendications :

- Etre relogés tous ensemble, car isolés, les travailleurs sont à la merci de la maladie, des flics, etc. ;
- Etre relogés dans le XIV^e ou le XV^e arrondissement, car les lieux de travail sont en général pas loin ;
- Etre relogés dans un foyer définitif, et non dans un « provisoire » comme ils le sont depuis 1963 ;
- Enfin, être relogés dans un foyer viable, correct et décent, et non dans un taudis.

La Soundiata (administration du foyer) ainsi que la préfecture pouvait satisfaire ces revendications. En effet, au 224, rue Raymond-Losserand existait une maison inhabitée et qui ne devait être démolie que dans dix-huit mois. Les travailleurs ont demandé à la mairie

d'aller y loger, en attendant la construction du foyer neuf rue des Arbustes, qui devait lui aussi être construit dans dix-huit mois. Face à ces justes revendications, la Soundiata et les flics n'ont pas cédé et ont procédé ainsi : ils ont rendu inhabitable le 224, rue R. Losserand et ont accéléré sa démolition pour ne pas que les travailleurs puissent l'occuper, puis ils ont arrêté purement et simplement la construction du foyer rue des Arbustes. Face à cela, les travailleurs et le Comité de Soutien se sont unis encore plus étroitement, et se sont préparés à recevoir les flics comme ils le méritaient le 18 janvier, si bien que ces flics ne sont pas venus, comme je l'ai relaté dans le n° 214 de « L'H. R. ».

Mais on a « eu vent » que les flics viendraient le 26 janvier au matin. Ils sont venus vers 7 h 15 (ce qui est inhabituel, car pour ce genre « d'opération », ils viennent à 5 heures), et ils sont venus dans une quarantaine de cars ! Puis, sans sommation, un bulldozer défonça la porte du foyer. Des hommes en treillis y pénétrèrent, embarquèrent la centaine de membres du Comité de Soutien (des gens du quartier) puis ils défoncèrent et arrachèrent les portes et fenêtres, cassèrent les vitres, tout ça sur les travailleurs, et jetèrent les bagages sur le trottoir. Mais la résistance passive des 300 travailleurs font que l'expulsion dure plus de quatre heures. Les travailleurs sont embarqués et répartis dans 5 foyers des XIII^e, XV^e, XIX^e et XX^e arrondissements. Pendant ce temps, les membres du Comité de Soutien restés à la Porte de Vanves

essaient de mobiliser la population en manifestant et distribuant des tracts, mais le peu de gens le samedi à 7 heures du matin ne nous a pas permis de développer la mobilisation avant la charge des flics. Vers 10 heures, les lycéens du Lycée F.-Villon sont venus manifester leur indignation devant l'expulsion arbitraire.

Parlons maintenant de l'attitude anti-unitaire et traître des révisionnistes du P. « C. » F. Ils l'avaient d'ailleurs montré avant. Mais le 26 janvier, ces messieurs, figurez-vous, ne sont venus avec leur troupe qu'à 9 heures du matin, soit deux heures après le début de l'expulsion. En plus, ils se sont donné le beau rôle, en disant que, eh bien, « il y a les zélus », que ce n'était pas la peine de résister, et qu'il faut vite aller faire une manifestation-bidon.

Mais tous ces beaux-parleurs n'empêchent pas la lutte de continuer. Dès le soir, les membres du Comité de Soutien libérés organisent une réunion massive avec le Comité de Lutte pour faire le point. A la réunion du lendemain, un premier bilan est fait de l'expulsion et des conditions de relogement, et des propositions sont émises concernant la poursuite de la lutte.

Un premier bilan peut être fait :

— Les flics ont recherché l'épreuve de force, cernant entièrement le quartier (les gens ont dit qu'ils n'avaient jamais rien vu de tel depuis l'Occupation) ; ils ont violé leur propre légalité (pas de sommation, sequestration arbitraire de membres du Comité de Soutien. Pour

cela, une plainte a été déposée.). A signaler aussi les propos racistes de Robérini, membre de la préfecture s'occupant des migrants.

— L'unité des travailleurs français-immigrés a retardé l'expulsion. Cette unité continue à se manifester après la division en 5 foyers (alors que 3 avaient été prévus). La lutte contre les règlements s'organise dans les foyers respectifs, en plus des revendications fondamentales.

— Les flics ont eu peur de cette unité, de cette détermination dans la lutte, ce qui explique le retard, l'ampleur des forces de police, et le caractère fasciste de l'expulsion.

Correspondant « H. R. », XIV arrond.

Lutte des femmes et liberté d'expression

Pour participer au soutien du film : « Histoires d'A », hypocritement interdit par Druon et surtout afin d'étendre la campagne d'information et de mobilisation, autour du problème de l'avortement, militantes de Choisir et du Planning de Quimper, nous avions réussi à obtenir de la municipalité l'autorisation de projeter le film dans l'une de ses salles. Mais la préfecture en avait décidé autrement, et 700 personnes se sont vues interdire l'entrée de la salle par deux cars de C.R.S.

Devant ce déploiement de forces, il fut décidé de ne pas exposer les copies à une saisie quasi certaine et les 700 spectateurs ont pu rentrer dans la salle (sous contrôle policier) pour improviser un débat sur l'action militante des groupes G.I.S., M.L.A.C., Choisir et le Planning Familial et sur l'attitude du pouvoir face à ces groupes de pression :

- discussion de la loi repoussée en avril ;
- nouveau projet où pour avoir le droit d'avorter il nous faudrait passer pour irresponsables, incestueuses ou folles ;
- campagne mensongère sur la contraception ;
- refus de l'information sexuelle ;
- interdiction d'un film qui parle de nos problèmes.

Toutes ces mesures répressives voudraient laisser les femmes dans l'ignorance et l'irresponsabilité. Pour le pouvoir nous serions tout juste bonnes à la reproduction et à perpétrer chez nos enfants les schémas de la société capitaliste.

Mais cette illusion craque sous la poussée des luttes des femmes, pour le respect de leur santé, de leur liberté de choix, et de leur liberté d'expression.

Une motion fut signée, dénonçant l'interdiction inadmissible du film, puis vers 22 heures, afin de manifester contre l'intervention des forces de police, les 700 personnes présentes ont formé un long cortège à travers les rues de Quimper, scandant : « liberté d'expression », « avortement, contraception libres et gratuits », « à bas l'état policier ».

Ce n'est pas par des intimidations policières que le pouvoir arrêtera les justes luttes populaires pour le respect des libertés. La mobilisation qui s'est faite à Quimper en est la preuve.

Une militante de Choisir, sympathisante M.-L.

Correspondant « H.R. » RENNES

Comment le pouvoir juggle les associations de soutien aux travailleurs immigrés



La volonté de la bourgeoisie au pouvoir de contrôler l'immigration se double de sa volonté de contrôler aussi les associations de soutien ou de solidarité avec les travailleurs immigrés. Ces dernières sont nées des situations scandaleuses touchant les T.I. (travail au noir, clandestins, logement...), elles regroupent principalement des militants issus de la petite bourgeoisie ; elles ont développé une politique de soutien actif à l'égard des T.I. Sans doute, leurs actions sont ambiguës et quelquefois rentrent directement dans les visées du pouvoir en palliant à quelques carences trop criantes ; malgré tout, elles ont pris quelquefois des positions progressistes soutenant notamment les grèves de la faim, s'associant à divers mouvements des T.I. luttant contre le racisme.

Déjà, l'une d'elles, la F.A.S.T.I. (Fédération des Associations de Soutien aux Travailleurs immigrés) avait

vu une partie de ses subventions supprimée à cause de prises de position allant à l'encontre de la politique au pouvoir.

Or, si de multiples pressions ont toujours été exercées sur ces associations afin de les empêcher de sortir du réformisme, une circulaire du 30 mai 1973 risque de les supprimer. En effet, sous le couvert de mesures d'« humanisation » dans la lancée de la loi Marcellin-Fontanet-Gorse, le ministère du Travail veut créer un réseau de centres d'accueil sur tout le territoire qui aurait pour mission d'accueillir, d'informer les T.I., de les renseigner sur leurs droits, tout en les invitant « à respecter les obligations qui leur incombent en vertu de la législation française » (phrase de la circulaire).

Ces centres ou comités d'accueil doivent pour être agréés répondre à certains critères administratifs :

- Etre ouverts à tous les migrants, quelle que soit leur ethnie ;
- Dispenser une information « objective » ;
- Agir en liaison avec les services publics ou para-publics ;
- Fonctionner dans des conditions matérielles satisfaisantes ;
- Avoir une bonne gestion financière, etc.

Cette circulaire demandait aux préfets, en liaison avec les comités consultatifs d'action sociale au profit des travailleurs étrangers (comités déjà créés par une circulaire en mars 1973) de voir s'il était opportun de créer dans leur département un comité d'accueil. Elle leur demandait aussi de voir si dans leur département il n'y avait pas déjà de structures d'accueil.

Or, naturellement, comme la bour-

geoisie n'avait pas jugé utile jusqu'à maintenant de créer de telles structures, les seules qui existent sont la plupart du temps les diverses associations de soutien ou de solidarité aux T.I.

Comme il est bien précisé dans cette circulaire que les subventions de l'Etat iront prioritairement aux comités d'accueil, l'alternative pour ces associations est claire :

- Ou bien accepter de jouer le jeu de la bourgeoisie, et devenir ainsi un instrument de plus aux mains de la bourgeoisie pour contrôler les T.I.,
- Ou bien refuser, se voir alors les subventions supprimées et ainsi se saborder.

Cet exemple, même s'il est bien particulier, montre comment :

1) Devant les luttes des T.I., la bourgeoisie met en place des instruments de contrôle qui complètent la loi Fontanet.

2) La bourgeoisie juggle des associations qui deviennent dangereuses, car de plus en plus, les militants qui les composent sont amenés à prendre conscience de l'illusion qu'est vouloir améliorer le système capitaliste actuel, et ils dénoncent l'exploitation dont sont victimes les T.I.

Cet exemple montre aussi très concrètement ce qu'est le renforcement du pouvoir de la bourgeoisie, et comment se fait la fascisation à travers lois, décrets et circulaires : de manière détournée, n'éveillant que très peu l'attention du grand public, la bourgeoisie renforce son encadrement et son contrôle et sur les T.I. et sur les associations de soutien.

Restons vigilants et dénonçons toutes ces manœuvres !

Un ouvrier marxiste-léniniste de l'Alsthom-Savoisienne (St-Ouen)

« Comment j'ai été exclu de la C.G.T. et licencié de l'usine »

Camarade, tu viens d'être licencié arbitrairement de l'usine Alsthom à Saint-Ouen. Peux-tu donner quelques indications sur cette société ?

Dans le trust C.G.E. dont l'Alsthom est une des principales filiales, avec la C.I.T. (et aussi les Câbles de Lyon), de nombreuses luttes ont lieu actuellement : Câbles de Lyon à Bezons (après celle de Gennevilliers... Sans oublier les licenciements actuellement en cours chez Râteau (qui est comme la Delle-Alsthom et la Savoissienne, une des nombreuses filiales d'Alsthom).

A la Savoissienne-Saint-Ouen, il y a environ 1 250 salariés dont 850

Depuis quand travailles-tu à l'Alsthom de Saint-Ouen et quelle y était ta situation ?

Je travaillais à la Savoissienne depuis mars 1971 comme chaudronnier-tôlier Pl. Je me suis syndiqué à la C.G.T. qui influençait la masse des travailleurs. Bien qu'elle soit en perte de vitesse depuis quelques temps elle obtient encore les trois quarts des voix lors des élections de délégués (personnel et C.E.).

C'est dans mon atelier (chaudronnerie), où il y a en moyenne 50 % d'ouvriers syndiqués et tous à la C.G.T. (90 sur 180 environ) que l'emprise révisionniste est la plus forte. Les révisionnistes qui sont à la tête trompent les masses. Depuis trois ans la ligne de trahison qu'ils imposent a subi de sérieux assauts et notamment dernièrement en refusant de faire grève pour soutenir les Lip, pour lutter contre les crimes racistes (alors qu'il y a près d'un tiers de travailleurs immigrés parmi les ouvriers), etc. Ils ont une ligne de capitulation en ce qui concerne

ouvriers. Sur le même emplacement se trouve également C.G.E.-Alsthom (qui a remplacé la Delle après que celle-ci ait licencié les 525 salariés qui s'y trouvaient), les Signaux (auparavant à Colombes), le laboratoire d'essai des plus gros transformateurs d'Europe, Alsthom et les « travaux extérieurs ».

En tout, la C.G.E. compte 11 500 salariés répartis dans plus de 150 entreprises dans toute la France.

les licenciements, qu'ils soient individuels ou collectifs.

Quant à la C.F.D.T., elle progresse sur l'ensemble de l'usine (en nombre de voix et de délégués). Elle a été créée par les trotskistes de Lutte Ouvrière après mai 1968. Depuis que les trotskistes n'ont plus la main-mise dessus, elle est généralement sur des positions de lutte de classe, implantée chez les O.S. et les travailleurs immigrés, ses militants les plus actifs, en grosse majorité, se réclament du marxisme-léninisme ; elle travaille dans le sens de l'unité de la classe ouvrière et a participé activement à toutes les luttes et grandement contribué à populariser celles d'autres usines, Lip notamment. Jusqu'à maintenant, elle n'avait aucune implantation dans la chaudronnerie et donc n'y avait pas de délégués.

Tout cela est en train de changer.

Veux-tu relater pour nos lecteurs les conditions de ton licenciement ?

Le vendredi 11, j'ai été mis à pied arbitrairement sous le motif d'absence à mon poste de travail de 9 h à 10 h 12 (cf HR n° 214 p. 2). C'est-à-dire sous le premier prétexte

venu. Evidemment la véritable raison n'est jamais mentionnée : c'est pour mes activités politiques.

Voici en gros le film des événements :

Vendredi 11 janvier, à 9 heures, je suis convoqué par la commission exécutive de la section syndicale C.G.T. de la chaudronnerie. C'est pour m'exclure de la C.G.T. ! Pour mieux faire avaler la pilule, ils disent qu'il s'agit simplement d'une suspension temporaire, qu'ils me redonneront ma carte si je ne fais pas de tract attaquant la C.G.T. En fait si j'abandonne la ligne prolétarienne marxiste-léniniste !

Je retourne dans l'atelier à 9 h 25.

Puis je m'absente de l'atelier vingt minutes. A mon retour, le chef d'atelier m'attendait à mon poste de travail, comme par hasard !

Le chef de production veut m'imposer un bon de sortie à 10 h 30. En fait, c'est une mise à pied préparant le licenciement. Je refuse la sanction et fait appel à des délégués (C.G.T.).

Après différentes entrevues et démarches dans l'usine, le chef de production refuse obstinément de revenir sur sa décision.

Sous l'impulsion de quelques militants C.G.T. et des marxistes-léninistes, la réunion des syndiqués convoquée le midi pour parler de mon expulsion de la C.G.T. est transformée en réunion pour débattre de l'action de protestation à entreprendre. Rapidement tout le monde se met d'accord pour se rendre tous en délégation massive devant le bureau des chefs d'atelier et de production, pour demander qu'aucune sanction ne soit prise suite à la mise à pied. La plupart des ouvriers de l'atelier y ont participé car ils n'acceptent pas l'arbitraire et ont prouvé que face au patron un ouvrier est toujours défendable.

L'après-midi, la C.G.T. diffuse un tract sur la résolution de la commission exécutive du 9 janvier appelant « les sections syndicales à ne pas remettre la carte C.G.T. 1974 aux individus ayant participé à l'opération anti-C.G.T. lors des élections ». Ils ont voulu m'y assimiler alors qu'en fait il s'agit des trotskistes de Lutte Ouvrière qui ont tenté de saboter les élections de délégués du C.E. et du personnel ; chose que les marxistes-léninistes ont fermement combattu. Ainsi les révisionnistes nous assimilent aux trotskistes, alors que nous avons été, et de loin, les plus conséquents dans la lutte contre le trotskisme !

Le midi je prends connaissance de l'avertissement qui m'a été envoyé suite à la mise à pied de vendredi (c'est le quatrième avertissement en trois ans, tous pour des motifs bidons). Le premier parce que j'arrivais souvent en retard (je ne suis pas le seul, loin de là, de plus le patron n'y perd rien puisque tout retard ou absence ne sont pas payés).

Le deuxième, c'est pour le rendement, celui-là est particulièrement arbitraire (d'autant que je n'ai jamais eu de reproche sur la qualité de mon travail).

Le troisième, et dernier avant renvoi, il est vraiment tiré par les cheveux, notamment la fausse accusation de bon de sortie. Primo, je n'en prends pratiquement jamais, secundo, sans aucune sanction, il est permis de prendre les bons de sortie que l'on veut sans être obligé de fournir des explications. Ensuite, il m'était reproché de ne pas avoir pointé plusieurs fois de suite, n'ayant pas trouvé mon carton de pointage, de ne pas en avoir informé immédiatement la maîtrise.

Le quatrième, nous l'avons vu, c'est parce que je n'étais pas enchaî-



1^{er} mai 1973 : dans le cortège « H. R. ».

né à mon poste de travail comme une machine. Dans la chaudronnerie tout le monde se déplace, s'absente de son poste de travail, sans aucune autorisation.

En fait, la direction ne donne aucun motif sérieux, il n'y a aucune faute grave. Ainsi l'arbitraire prend forme de loi.

Suite au quatrième avertissement, il m'est signifié que mon dossier (qui est paraît-il chargé) sera de nouveau examiné les prochains jours.

Lundi 14 janvier. La direction ne s'attendait certainement pas à la riposte qu'il y a eu vendredi midi, étant au courant des problèmes au sein de la C.G.T. C'est pourquoi il lui est nécessaire de tâter le terrain pour connaître le rapport des forces.

■ Il n'y a pas d'action, ni de tract, ni de réunion, les révisionnistes au sein de la commission exécutive de la C.G.T. ayant trop peur d'être débordés, préfèrent faire le black-out, malgré les demandes expresses de délégués honnêtes (mais très minoritaires).

Mardi 15. La direction profite qu'il n'y ait aucune riposte pour repartir à l'attaque. Elle me convoque par lettre recommandée pour le lendemain afin d'avoir « un entretien relatif à la décision de licenciement que nous envisageons de prendre à votre égard ».

Mercredi 16. Le matin, deux délégués ont un entretien avec le chef du personnel. Ce dernier, sachant que ça risque d'exploser, essaie de désamorcer en laissant croire qu'un reclassement serait plus probable qu'un licenciement. Cette idée se répand et sème le doute chez certains ouvriers qui ne croient pas au licenciement. Les révisionnistes et les réformistes sont évidemment les plus actifs à répandre ces idées démolitrices.

— Par tract, la C.F.D.T. appelle à une assemblée d'atelier, le midi, pour discuter de l'action à mener. La majorité de la commission exécutive de la C.G.T. (chaudronnerie) a refusé d'y appeler. Leur politique de black-out de division continue.

— Malgré tous les obstacles, 40 ouvriers environ sont présents, dont environ une quinzaine de syndiqués C.G.T. et 3 délégués (les plus honnêtes et ceux qui ne sont pas inféodés à la clique révisionniste). C'est la première fois, dans l'atelier, qu'il y a autant de monde, répondant à l'appel de la C.F.D.T. C'est déjà un succès et un encouragement. Seulement, nous ne sommes pas suffisamment nombreux pour lancer un

débrayage, car les « responsables » révisionnistes se seraient fait un plaisir de crier à « l'aventurisme » ! Chacun a donc pour tâche de convaincre ceux qui sont autour de lui de la nécessité de lutter contre le risque de licenciement. Et aussi contre la menace qui pèse sur chacun d'entre nous, car après il y en aura d'autres.

— L'entretien avec le chef du personnel n'apporte rien de nouveau (j'y suis allé avec le délégué le plus honnête, mais sans expérience). Les révisionnistes se sont bien gardés de lui donner des « tuyaux », souhantant en fait qu'il ne s'en sorte pas. Ainsi je serai licencié et ils pourront dire que pourtant ils ont fait ce qu'ils ont pu ! (Et c'est exactement ce qui s'est produit !).

Jeudi 17. A 14 heures, je vais avec deux délégués demander au chef de production quelle est la réponse. Il n'y en a pas. Il faut revenir vers 16 heures (rien de plus) ; seulement il nous promet qu'une décision sera prise vendredi matin. Ainsi la manœuvre de la direction apparaît clairement. Il s'agit pour elle de prévenir le vendredi au dernier moment afin qu'il n'y ait pas de riposte possible avant le lundi. C'est-à-dire une fois que je serai licencié et hors de l'usine.

Pour faire échec à cette manœuvre, il est décidé A LA BASE, et avec l'appui de la C.F.D.T. de se rassembler vendredi à 9 heures (fin de la pose casse-croûte), devant le bureau du chef de production pour demander la réponse.

Vendredi 18. Certains délégués C.G.T. répondent que ce n'est pas la peine d'aller devant le bureau, semant encore ainsi le doute et l'hésitation. Il n'y a toujours pas de réponse, mais avec le sabotage des délégués traitres, il n'y a pas assez de monde pour aller tous ensemble au bureau du chef du personnel. Là encore, un délégué C.G.T. sème la division en refusant qu'il y ait une délégation commune C.G.T.-C.F.D.T. sous le prétexte que les délégués de la C.F.D.T. ont eu eux

aussi des avertissements ! (Evidemment ils ne sont pas comme les responsables révisionnistes du syndicat d'entreprise qui sont dans les « petits papiers » de la direction). J'y vais donc avec deux délégués C.G.T. Le chef du personnel se retranche derrière la loi et refuse de communiquer toute décision autrement que par lettre recommandée.

— Le matin, les « responsables » révisionnistes de la C.G.T., après une semaine de silence, sortent un tract intitulé : « Renforcer la C.G.T. : une nécessité ». Pas un seul mot contre le licenciement, mais des allusions crapuleuses à ceux qui veulent lutter classe contre classe. Voyez vous-mêmes : « Aventurisme, démagogie, nous laissons à d'autres ces maladies. » Pour ces renégats, défendre un ouvrier menacé de licenciement, c'est de l'aventurisme ! Continuons : « Il faut donc s'organiser et être prêt à tout moment pour des ripostes puissantes aux attaques que subiraient les salariés, les conditions de travail, l'EMPLOI » (passages soulignés par moi). Applaudissons messieurs les dirigeants « responsables et efficaces » (sic) pour leur défense de l'emploi !... et pour leur démagogie ! (Les travailleurs de Lip peuvent aussi les remercier pour leur sabotage et l'esprit de capitulation qu'ils ont tenté de leur imposer).

— A 12 h 10, je reçois la lettre de licenciement qui est effective le jour même.

— Une A.G. d'atelier est convoquée d'urgence par la C.F.D.T. après le repas. Pour la quarantaine d'ouvriers présents, c'est la colère. Plusieurs syndiqués C.G.T. dénoncent avec force la trahison révisionniste. Parmi eux un jeune, ancien responsable J.C. à Saint-Denis, puis militant P.C. jusqu'à décembre 1973. Mais encore une fois, nous ne sommes pas assez nombreux pour faire grève. Donc cette minorité consciente (à des degrés divers) ne se sent pas suffisamment forte pour tenter d'entraîner les autres. La décision prise par l'assemblée est de demander au syndicat majoritaire de participer à la riposte. La réponse du secrétaire général du syndicat C.G.T., la révisionniste Darrieux fut : « On a fait ce qu'on a pu ! » Les responsables révisionnistes de la C.G.T. ne cessent par ailleurs de se contredire, car le soir même c'est le cocktail de la remise des cartes C.G.T. et dans son discours assez minable, le secrétaire général déclare : « Les ouvriers ne défendent pas ceux qui sont indéfendables » et la direction me licencie parce que la C.G.T. se renforce et que les patrons ne peuvent plus se servir de moi (arguments repris dans le tract C.G.T. du 23 janvier). Il s'en est pris par ailleurs à la C.F.D.T. qui, d'après lui, s'inquiète parce que leurs militants ont eu aussi des avertissements ! Ainsi, du début à la fin, la direction C.G.T. et la direction d'Alsthom se sont rendus services mutuellement.

Peux-tu nous indiquer de façon encore plus précise les circonstances et les raisons de ton exclusion de la C.G.T. ?

En opposition aux statuts (et à la charte d'Amiens).

En effet, quels ont été les arguments pour m'exclure ? C'est principalement l'amalgame systématique entre organisation politique et syn-

dicale. Un délégué social-démocrate a pris des tracts du C.D.H.R. et du Marteau (journal d'entreprise de l'avant-garde marxiste-léniniste) en prétendant qu'ils attaquent la C.G.T.

CGT

Au cours de la réunion du Lundi 21, certains travailleurs se sont étonnés que nous n'ayons donné plus tôt davantage d'explications sur les motifs invoqués par la Direction pour licencier Lebrun.

Ce n'est pas dans notre habitude d'étaler au grand jour ce qui nous parait se rattacher à la vie personnelle d'un travailleur.

Il nous semble même que l'intéressé n'ait pas tellement réalisé la gravité des actes qu'il pose.

D'autre part, pour accomplir valablement une tâche syndicale, il ne faut encourir aucun reproche professionnel, tout ceci, hélas, manquait dans les attitudes de la défense de Lebrun, ce qui a rendu la tâche des délégués C.G.T. de la chaudronnerie très difficile.

Mises à part les heures en report (lesquelles, on le sait, sont la plaie de la section 271), les autres faits retenus par la Direction étaient : retards répétés, absences injustifiées, abandon du poste de travail sans motif, irrégularités de pointage, etc... Voyez que, comme nous le signalons plus haut, il y avait peu de marge pour asseoir sa défense.

La Direction a toléré tout ceci pendant longtemps, alors que pour d'autres, elle a été beaucoup moins patiente. M. Lebrun croyait naïvement que cela durerait toujours, mais la Direction qui espérait bien que le petit jeu ne s'y laisserait pas prendre, a tout-à-coup changé ses batteries. M. Lebrun ne servant plus ses desseins de la Direction pour mettre la paille dans la C.G.T., seule force représentative dans l'usine, face à elle, la Direction a saisi la première occasion pour s'en débarrasser.

S'il est vrai qu'une délégation de travailleurs a appuyé la première demande des délégués auprès du chef de fabrication, le 11 janvier ; il faut quand même honnêtement préciser que ce n'était pas spécialement pour Lebrun mais pour affirmer que ce n'était pas spécialement pour tout travailleur, de pouvoir s'absenter de son poste de travail, assurance d'ailleurs qui fut donnée aux délégués qui ont quitté leur poste de travail, assurance était justifiée, mais que ceci n'était pas le cas de Lebrun.

Les sanctions prises contre Lebrun sont toujours à craindre quand on veut jouer au franc tireur sans en avoir l'habitude.

Nous devons rester vigilants à toutes provocations de la Direction et, d'autre part, ne pas nous laisser entraîner dans l'aventurisme.

Extrait du tract CGT

St-Ouen, le 23 Janvier 1974

1^o Les statuts de la C.G.T. insistent pourtant sur la neutralité du syndicat à l'égard des partis politiques : « Le mouvement syndical, à tous les échelons, s'administre et décide de son action dans l'INDEPENDANCE ABSOLUE A L'EGARD du patronat, des gouvernements et des PARTIS POLITIQUES, des sectes philosophiques et autres groupements extérieurs. »

2^o Pourquoi les révisionnistes du P.C.F. ont-ils le droit de diffuser leurs tracts et l'Humanité (de plus en plus blanche) qui n'est pourtant pas un organe de la C.G.T., mais l'organe central d'un parti politique ? Pourquoi lorsque les militants des autres partis politiques diffusent leurs points de vue par tracts ou journaux sont-ils menacés d'exclusion ?

Pourquoi ont-ils toujours refusé que je sois délégué du personnel et à la commission exécutive ? Tout cela n'est-il pas en contradiction avec les statuts ? Aussi n'est-ce pas plutôt les accusateurs qui violent les statuts ? Dans les statuts, il est précisément indiqué que :

3^o « Les SYNDICATS groupant les salariés de toutes opinions, AUCUN de leurs ADHERENTS ne saurait être INQUIETE pour la manifestation des OPINIONS qu'il professe EN DEHORS DE L'ORGANISATION SYNDICALE. » Alors, de qui se moque-t-on ? N'est-ce pas une preuve que les révisionnistes veulent IMPOSER LEUR ligne (celle du P.C.F. révisionniste) et s'opposer par tous les moyens à ce que tout autre point de vue soit exprimé ?

4^o D'après eux, nous sommes contre la C.G.T., et pour essayer de le prouver, ils ont cité les phrases suivantes (à propos d'un tract intitulé « Ni révisionnisme ni trotskisme. Renforçons le courant de la

lutte de classe »). « Cela ne blanchit pas pour autant les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. Ce sont eux qui par leur sectarisme, leur refus de l'unité syndicale, leur inaction, leur collaboration de classe et leur démagogie ont laissé le champ libre à tous les germes de division. » En aucun cas cela veut dire « A bas la C.G.T. ! » mais bel et bien « A bas la ligne révisionniste, la ligne bourgeoise ! » Et évidemment, nous maintenons ces affirmations car elles expriment la réalité.

Dans le Marteau n° 8 de novembre 1973, un passage intitulé : « La démagogie ne coûte pas cher ! » n'a pas plu du tout à ces messieurs : « A l'occasion des élections syndicales, les révisionnistes ont essayé de faire oublier leurs échecs et le discrédit grandissant de leur ligne de collaboration de classe et de capitulation. Pour cela, ils ont semé la démagogie « En veux-tu, en voilà », dans une série de tracts où les maigres résultats sont mélangés avec des vœux pieux et de véritables mensonges ». Evidemment, cela n'est pas fait pour plaire aux traitres qu'il faut démasquer et isoler. Mais encore une fois il n'y a aucune attaque contre le syndicat et la masse des syndiqués, mais seulement contre les éléments de la bourgeoisie infiltrée dans le mouvement ouvrier, c'est-à-dire le révisionnisme moderne et nous faisons toujours la différence.

5^o Ils tiennent les syndiqués dans l'ignorance des statuts afin de pouvoir mieux les tromper et mener tranquillement leur politique anti-ouvrière.

Les marxistes-léninistes n'ont jamais été antisyndical. Ils combattent l'opportunisme sous toutes ses formes, la division, le sectarisme qui sabotent la démocratie et le caractère de masse du syndicat.

ALSTHOM-SAVOISIENNE

Transformateurs de puissance — Réducteurs de mesure — Condensateurs

USINE DE SAINT-OUEN

25, rue des Bateliers
Bâtiment 100
Saint-Ouen
Téléphone : 22.11.11 (10 lignes)
Telex : 22.11.11 (10 lignes)
Fax : 22.11.11 (10 lignes)

V 101

N 101

Sec du Personnel
DL4/DP

Monsieur,

Faisant suite à la convocation qui vous a été adressée à la date du 14/01/1974 et à l'entretien que nous avons eu avec vous le 16/01/1974, nous vous remercions, par la présente, notre décision de vous licencier.

Le préavis auquel vous avez droit est de deux mois, mais pour vous faciliter votre reclassement, nous vous dispensons de l'exécution du travail pendant ce délai, étant entendu que la rémunération de la période correspondante vous sera néanmoins réglée.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

ALSTHOM-SAVOISIENNE

Sous la plume d'Alain Roux dans "France Nouvelle"

UN CHAPELET DE MENSONGES ANTICHIINOIS

Le numéro du 22 janvier de *France Nouvelle* (hebdomadaire du P.C.F.) consacre un article à « La Chine et l'Europe ». L'auteur, Alain Roux, se dit surpris et attristé de voir que les « adversaires actuels de la détente » vivent dans un pays socialiste : la Chine. Ce qu'il ne dit pas, mais qui transpire à travers les lignes de son article, c'est que lui et ses amis sont certainement plus « préoccupés » qu'« attristés » par ce problème ! Il avoue d'ailleurs que « les étranges positions européennes des dirigeants chinois » ont quelque influence sur les peuples de l'Europe : elles méritent donc d'être combattues.

Plutôt que de se référer aux textes chinois, qu'il connaît pourtant, Alain Roux préfère citer d'autres sources, telles que *Le Monde*, *Les Echos*, etc., et encore, falsifie-t-il ces « documents » de la presse bourgeoise ! Ainsi, de certains propos tenus par Chou En-lai et rapportés par *Le Monde* du 17 mai 1973, Roux conclut que la Chine « défend fermement l'O.T.A.N. ». Pourtant, *Le Monde* du 17 mai 1973 dit : « Chou En-lai parle du retrait de la France de l'O.T.A.N., qui a été "une manifestation de l'esprit d'indépendance de la France" ». Le lecteur habitué aux malhonnêtetés révisionnistes, ne sera ni surpris ni attristé.

Il est bien difficile d'être clair quand on défend une mauvaise cause qu'on veut faire passer pour juste. Aussi, l'article de Roux est embrouillé et peu convaincant. Roux pose trois questions dont il ne donne pas la réponse, mais on la devine :

1° Est-ce que la Chine croit vraiment à une menace d'agression de la part de l'U.R.S.S. ? (Ici, pas un mot sur l'agression de 1969) et

« Quel Européen sensé croit encore au déferlement des chars soviétiques sur Paris » ?

2° Les pays du tiers-monde croient-ils que l'U.R.S.S. fait partie du camp impérialiste ?

3° « Les dirigeants chinois croient-ils eux-mêmes vraiment à leur théorie des deux supergrands » ?

Incapables de s'appuyer sur des faits, parce qu'ils contredisent tous leur théorie, les révisionnistes en sont réduits à se demander si autrui est bien sincère. Ils évitent de livrer le fond de leur pensée et de poser la seule vraie question, qui pourtant, on le sent bien, démange leur plume : Qui de l'U.R.S.S. et de la Chine est une grande puissance impérialiste, expansionniste ? Qui menace les peuples d'Europe, d'Asie et du monde ? Qui prépare la guerre d'expansion et qui défend la paix ?

Pour « aider » Alain Roux à y voir plus clair, nous ajouterons quelques questions embarrassantes aux questions embarrassées qu'il se pose. Y répondra-t-il ? Nous en doutons...

1° Pourquoi, depuis 1968, année où les deux superpuissances ont commencé à parler de la « réduction des forces en Europe centrale », l'U.R.S.S. n'a-t-elle cessé d'accroître ses effectifs en Europe et en Méditerranée ? Pourquoi l'U.R.S.S. n'a-t-elle toujours pas répondu à la question posée par Chou En-lai au X^e Congrès du P.C.C. : « Puisque vous désirez tellement une détente dans la situation mondiale, pourquoi ne pas prouver votre sincérité par une ou deux actions, par exemple en retirant vos troupes de la Tchécoslovaquie ou de la R.P. de Mongolie, en restituant au Japon ses quatre îles

septentrionales ? La Chine, qui n'a pas envahi ni occupé les territoires d'autres pays, devrait-elle céder aux révisionnistes soviétiques l'ensemble des territoires chinois situés au nord de la Grande Muraille pour montrer qu'elle est en faveur de la détente internationale et désire améliorer les relations sino-soviétiques ? »

2° Depuis la signature, en 1963, du fameux traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, l'U.R.S.S. et les U.S.A. ont procédé à plusieurs centaines d'essais souterrains. Pourquoi l'U.R.S.S. refuse-t-elle de prendre l'engagement de ne pas employer la première les armes nucléaires, et de ne pas les utiliser contre les pays non nucléaires et les zones dénucléarisées ? La Chine a pris un tel engagement. Pourquoi l'U.R.S.S. refuse-t-elle de démanteler ses bases militaires à l'étranger et de rapatrier toutes ses forces armées ? La Chine n'a aucun soldat hors de ses frontières. Pourquoi l'U.R.S.S. refuse-t-elle obstinément de signer le traité de Tlatelolco sur l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine ? La Chine a signé ce traité.

3° L'U.R.S.S. vend chaque année pour plus d'un milliard de dollars d'armes au tiers-monde : elle exige d'être payée pillant, ou avec un fort intérêt, pillant ainsi les ressources de ces pays. L'U.R.S.S. est devenu le premier marchand de canons du monde.

Pourquoi l'U.R.S.S., si prompt à parler d'internationalisme prolétarien, ne déclare-t-elle pas son aide militaire gratuite et sans contre-partie, et n'annule-t-elle pas les dettes militaires contractées envers elle, souscrivant ainsi à la proposition avancée par la Chine à l'O.N.U. ?

4° Le 23 novembre 1973, la Com-

mission des questions politiques et de sécurité de l'O.N.U. a invité tous les pays à déclarer l'Océan indien zone de paix. La Chine a voté pour. Pourquoi l'Union Soviétique s'est-elle abstenue, en compagnie de son compère et rival les U.S.A. ? Pourquoi a-t-elle avoué que cette résolution la plaçait dans une « position défavorable » ? Pourquoi, depuis 1969, plus de vingt navires de guerre soviétiques croisent-ils dans l'Océan indien ? Quels « intérêts » y défendent-ils donc ? L'U.R.S.S. va-t-elle copier la thèse américaine selon laquelle les marines envoyés au Sud-Vietnam « protégeaient les frontières des U.S.A. » ?

5° Pourquoi l'U.R.S.S. s'oppose-t-elle à la proposition d'étendre à 200 milles marins la limite des eaux territoriales ? Pourquoi s'en tient-elle à la limite des 12 milles, fixée à l'époque du colonialisme ? La Chine, qui ne recherche pas l'hégémonie sur les mers et ne pille pas les ressources marines d'autrui, appuie la revendication des 200 milles.

Certes, Alain Roux n'emploie pas la même forme brutale et injurieuse que son ami Jean-Emile Vidal pour lancer contre la Chine socialiste les flèches empoisonnées du révisionnisme. Mais il n'en est, justement, que plus insidieux et la réfutation de ses arguments anticomunistes n'en est que plus nécessaire. Faisons connaître systématiquement aux militants de base du P.C.F., comme à ses sympathisants, la vérité sur la République populaire de Chine. Refusons le chepelet de mensonges antichinois d'Alain Roux et de ses comparses !

Marc Laurent.

La République Malgache marche en avant sur la voie de l'indépendance nationale

Ces deux dernières années, la République malgache, ce pays insulaire de l'Afrique orientale, a pris une série de mesures positives pour sauvegarder l'indépendance nationale, défendre la souveraineté d'Etat et développer l'économie nationale. Sa prise de position juste dans les affaires internationales lui a valu des éloges.

En mai 1972, en République malgache fut formé un nouveau gouvernement ayant à sa tête le général Ramanantsoa. Ce gouvernement applique une politique anti-impérialiste et anticolonialiste, de soutien aux mouvements de libération en Afrique et de non-alignement. Depuis sa formation, il a mené, avec le soutien du peuple, des luttes contre les activités de sabotage colonialistes. Pour consolider l'indépendance nationale, le gouvernement malgache a dénoncé l'« accord de coopération » franco-malgache de 1960, remplacé par un nouvel accord de coopération signé en juin dernier entre les deux pays, abolissant ainsi certains des privilèges de la France dans ce pays dont le droit d'établir des bases militaires et de faire stationner des troupes. Fin 1973, il a annoncé l'extension de ses eaux territoriales de 12 à 50 milles marins afin de mieux défendre ses intérêts nationaux.

Le gouvernement malgache met l'accent sur le développement de l'économie nationale indépendante et avance ce mot d'ordre : « malgachi-

ser » l'économie. En août dernier, le général Ramanantsoa a déclaré que l'Etat prendrait en main la banque, la compagnie d'assurance, les transports, l'énergie, les mines, le commerce extérieur et d'autres secteurs importants. Et dans ce sens, le gouvernement a pris une série de mesures. Après son retrait de la zone franc en mai dernier, la République malgache a créé, deux mois plus tard, sa propre banque centrale et recouvré le droit d'émettre le papier-monnaie. Par la suite, elle a établi la Société nationale de Commercialisation extérieure, la Société d'Intérêt national des Travaux publics et d'autres entreprises d'Etat pour les substituer graduellement à celles gérées par des étrangers dans ce pays.

Le gouvernement a aussi récupéré le droit d'exploiter ses champs aurifères, dont deux, gérés par lui, ont été mis en exploitation l'année dernière. Pour placer graduellement sous son contrôle les capitaux étrangers, le gouvernement n'a cessé d'augmenter ses actions dans les entreprises possédées par des étrangers. Fin 1973, la participation du gouvernement malgache représentait déjà en moyenne 51 % dans plusieurs banques et compagnies étrangères à Madagascar.

Le gouvernement malgache, préconisant que l'agriculture constitue la base de la République malgache, donne la priorité au développement de l'agriculture. A cette fin, il a élevé

le prix d'achat du riz et adopté d'autres mesures pour galvaniser l'ardeur des paysans pour la production et s'est fixé pour objectif dans cinq ans de ne plus importer de riz. En outre, le gouvernement malgache a resserré son contrôle sur les devises étrangères et le marché, réduit l'importation des articles de consommation de luxe et accru ses exportations pour stabiliser l'économie du pays.

Sur le plan de la politique extérieure, le gouvernement malgache soutient sans réserve les mouvements de libération africains, et il apporte son appui aux peuples de l'Angola, de Guinée Bissau, du Mozambique, du Zimbabwe, de Namibie, ainsi que des autres colonies en Afrique dans leur lutte pour l'indépendance. En 1972, peu après sa fondation, le nouveau gouvernement a rompu ses relations avec le régime raciste de l'Afrique du Sud. L'année dernière, il a reconnu la République de Guinée Bissau, et a fait don de 10,5 millions de francs malgaches (plus de 300 000 dollars U.S.) au Comité de Libération de l'Organisation de l'Unité africaine. De plus, la République malgache a encore amélioré ses relations avec d'autres pays africains.

Le nouveau gouvernement malgache poursuit une politique étrangère d'indépendance nationale. Il a établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, la République populaire démocratique de Corée et la République

démocratique du Vietnam. Il a reconnu le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam comme le représentant authentique du peuple du Sud-Vietnam, et le gouvernement royal d'union nationale du Cambodge. Le peuple et le gouvernement malgaches soutiennent la République démocratique de Corée qui a proposé la réunification indépendante et pacifique du pays, demandant le retrait de toutes les troupes étrangères de la Corée du Sud, s'opposent au complot visant à créer « deux Corées » par l'admission séparée du Nord et du Sud de la Corée à l'O.N.U.

Le gouvernement et le peuple malgaches condamnent Israël pour avoir refusé de se retirer de tous les territoires arabes qu'il avait occupés illégalement, et soutiennent la juste lutte des peuples arabes pour le recouvrement de leurs terres perdues et droits nationaux. Par solidarité avec leur lutte contre l'agression, le gouvernement malgache a rompu en octobre dernier ses relations diplomatiques avec Israël et refuse aux navires américains dans l'Océan Indien de mouiller et de se ravitailler en combustible au port malgache de Diego-Suarez. Par la prise de la juste position susmentionnée, le gouvernement et le peuple malgaches ont contribué à la cause de l'unité des peuples afro-asiatiques contre l'impérialisme.

(Agence Chine nouvelle)

GRANDE-BRETAGNE :

UNE SITUATION EXPLOSIVE

THE WORKER



Published by the Communist Party of Britain (Marxist-Leninist) No. 2 Jan 24th 1974 Price 3p

Pour bien saisir tous les aspects de la crise que traverse le capitalisme monopoliste britannique et la riposte des mineurs qui en découle, il nous faut remonter à plusieurs années en arrière :

L'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne

Dès que le gouvernement conservateur (Tory) de Heath vient au pouvoir, la première grande mesure qu'il prend est de poser la candidature de la Grande-Bretagne pour son entrée dans le Marché commun. Candidature qui fut acceptée voici environ deux ans. Cette mesure correspondait aux intérêts directs des grands monopoles britanniques. Pourquoi ? L'impérialisme britannique est un impérialisme décadent surtout après la seconde guerre mondiale, moment où il a perdu une grande partie du contrôle direct de ses colonies.

C'est l'impérialisme américain qui prit la relève. Pendant les années 50 et 60, l'économie britannique va se mettre dans l'aile « protectrice » du grand capital yankee ! Les Américains investirent dans l'industrie britannique

liste » de Wilson, montrera que la classe ouvrière britannique n'est pas prête à faire les sacrifices nécessaires pour regonfler sa classe dominante.

Les grands monopoles n'ont qu'un choix possible pour sortir de ce marasme : la participation au Marché commun et à l'union militaire européenne. Et cela à une époque d'autant plus favorable que son « protecteur » est en difficulté. Raison de plus pour se retirer en douceur. En effet, le dollar est en perte de vitesse et sa maladie inflationniste est contagieuse... L'Europe de l'Ouest, c'est de nouveaux marchés, et un appui solide pour mieux résister aux attaques des deux super-grands qui en 1972, sous le masque mensonger de la « détente » et de la « coopération » sont en train d'accorder leurs violons pour le partage du butin (rencontre Brejnev-Nixon à Moscou).

Mais l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ne peut se faire que par une adaptation importante de son économie à ses nouveaux besoins. En premier lieu restructurer son industrie et la mettre au diapason de l'économie européenne. Ce qui veut dire regroupement intensif des entreprises en monopoles de taille à

vocateurs et les « jaunes » avait été généralisée. Une autre, de la même durée fut celle des dockers pour la libération de cinq militants syndicaux emprisonnés pour avoir invité à la grève. Ils furent libérés trois jours après...

L'action unie et déterminée des travailleurs avait mis en brèche la loi Carr dès les premières semaines de son application.

Le gouvernement Heath employa une autre tactique : d'une part la collaboration de classe en signant avec les centrales unionistes des accords salariaux — en fait le blocage des salaires — et d'autre part en ressortant de son arsenal constitutionnel une vieille loi datant de 1875, époque de la guerre coloniale britannique contre les nationalistes et patriotes irlandais. Cette loi permet de condamner à des peines pouvant aller jusqu'à trente-cinq ans de prison tout individu soupçonné de conspiration.

Cependant avant l'automne 1973 un certain optimisme régnait parmi les dirigeants monopolistes. On parlait volontiers du grand « boom » de l'économie anglaise et de la possibilité de mettre en œuvre bientôt la phase 3 de sa politique de « centrale » des salaires. Mais voilà que les peuples des pays pauvres, spoliés et pillés depuis des décennies profitent d'une conjoncture politique favorable pour augmenter les prix des matières premières et en particulier du pétrole. Ces justes mesures allaient gravement toucher les économies capitalistes entraînées déjà dans la course inflationniste. Dans cette situation de crise énergétique le charbon dont la Grande-Bretagne dispose de grandes réserves devient un atout.

Vers la grève générale des mineurs

Mais les mineurs l'ont compris. Ils savent que le gouvernement britannique va être obligé de reconsidérer ce secteur. Et c'est dans cette conjoncture que la grève des heures supplémentaires pour une augmentation de 30 % des salaires va être déclenchée depuis le 12 novembre (voir « H.R. » n° 212 et 213).

Le gouvernement Heath a tout essayé pour briser le mouvement. Instauration de l'état d'urgence, qui donne les pleins pouvoirs à l'armée et à la police. Manœuvres de divisions blindées dans les grandes villes. Emploi des nervis fascistes pour briser les

piquets de grève. Instauration de la semaine de 3 jours de travail, mettant en chômage un million d'ouvriers et touchant les salaires de millions d'autres. A noter que cette politique sert les monopoles puisqu'elle provoque la faillite des petites et moyennes entreprises. Condamnation de trois militants syndicaux pour « conspiration » (loi de 1875) pour fait de grève en 1972 lors de la grève du bâtiment à Shrewbury. Mise en place d'un appareil policier, avec l'appui d'une cinquantaine d'agents de la C.I.A. pour tenter de torpiller la grève. Menace de recourir à de nouvelles élections. Campagne raciste pour diviser les travailleurs. Le « Times » a, plusieurs fois, cité en exemple le torchon fasciste français « Minute ».

Mais Heath a récolté juste le contraire de ce qu'il attendait. Les mineurs n'ont pas cédé un pouce de terrain. Quant à la population, différents sondages ont indiqué qu'elle soutenait dans son ensemble le mouvement des mineurs. Heath cherche une porte de sortie et prépare sans doute encore de mauvais coups. Son ministre de l'Energie a cependant bien été obligé d'avouer la semaine dernière que les réserves de charbon pour les centrales électriques étaient de 13,7 millions de tonnes et de 10,5 millions de tonnes sur les carreaux des mines.

Les mineurs ont un atout dont ils savent se servir : le charbon redevient rentable pour le capitalisme britannique. Le temps de l'or noir à très bon marché est fini et le sous-sol britannique est loin d'être épuisé. D'ailleurs comme en France et en Belgique, les syndicats patronaux envisagent la réouverture de certains puits fermés ces dernières années et même l'ouverture de nouveaux.

Les mineurs savent bien que dans ces conditions, ils seront plus utiles que jamais à l'économie britannique chancelante. Ils veulent un salaire décent ; ils iront jusqu'à la grève générale. Le 25 janvier leurs représentants syndicaux ont rejeté les appels au « patriotisme » de Heath. Ils ont lancé un appel à la grève générale, jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Heath est au pied du mur. Un affrontement de classe qui prend l'allure d'une « guerre civile économique » se prépare et les mineurs sont décidés à gagner.

Comme l'annonce « The Worker », organe central du Parti communiste de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste), en tirant : « Une situation révolutionnaire ».



et exporteront à partir des années 60 leur inflation. La Grande-Bretagne continuera encore pendant cette période à profiter d'une zone dans le monde — le Commonwealth — où elle écoulera au prix fort ses produits manufacturés tandis qu'elle achètera à bon marché près de 50 % de ses produits alimentaires de base (céréales, viandes...).

C'est au milieu des années 60 que la situation mondiale va de nouveau se bouleverser par la montée d'un nouvel impérialisme : le social-impérialisme soviétique.

La course à l'hégémonie des deux superpuissances impérialistes U.S.A.-U.R.S.S. va s'accélérer et le partage du monde en sphères d'influence va s'intensifier. Dans cette course aux superprofits, l'impérialisme britannique fait maigre figure. Il n'a ni les moyens ni la force militaire de s'opposer à ce nouveau partage. Ceci est particulièrement visible en Inde, où l'impérialisme britannique a joué un rôle subordonné vis-à-vis des superpuissances et en particulier vis-à-vis du nouveau venu, le perfide social-impérialisme soviétique lors du conflit indo-pakistanaï. Autrement dit l'impérialisme britannique n'a plus les moyens de rivaliser avec les deux super-grands. L'empire britannique est définitivement battu en brèche et est ramené au rang des puissances de second ordre.

Plusieurs grosses dévaluations de la livre sterling traduiront sur le plan monétaire cette décadence.

La grande grève des dockers de 1966, sous le gouvernement « travail-

concurrencer les « partenaires » avec des produits aux prix « compétitifs ». En clair cela veut dire : suppression des petites et moyennes entreprises et accroissement de « l'armée des sans-travail », intensification de la productivité pour l'augmentation des cadences de travail, poursuite de la politique inflationniste avec blocage des salaires et augmentation continue des prix de consommation courante. En particulier de l'alimentation du fait qu'elle doit acheter au prix fort en Europe des « Neuf ».

A cette adaptation de l'économie, le gouvernement Heath n'a pas ménagé non plus l'« adaptation » de la démocratie bourgeoise. La loi Carr est typique des nouvelles mesures réactionnaires des capitalistes monopolistes britanniques. Votée en 1972, elle interdit dans les faits le droit de grève. On peut noter également en parallèle à cette loi antiouvrière, le développement d'une campagne raciste sans précédent et la manipulation d'une multitude de groupuscules fascistes recrutant dans le lumpen.

La riposte des travailleurs

Cette politique réactionnaire n'alla pas sans engendrer une intense offensive de la part des masses travailleuses. En deux ans les luttes « dures » renouant avec les traditions des classes les plus combattives, se sont multipliées. Une des plus importantes fut la grève des mineurs de charbon obtenant victoire après sept semaines en 1972. L'utilisation des piquets de grève volants efficaces contre les pro-



la diffusion de l'Humanité rouge reprend à Grenoble

Les militants communistes marxistes-léninistes de Grenoble qui ont rejeté la ligne opportuniste du groupe scissionniste « Le Travailleur » ainsi qu'un groupe de sympathisants inorganisés ont décidé à l'unanimité de rejoindre les rangs de « l'Humanité rouge ».

Cette décision a été le fruit d'une longue réflexion collective sur l'expérience négative du « travailleur » et a été prise sur la base d'une sérieuse autocritique et d'une reconnaissance totale de la juste ligne prolétarienne développée inflexiblement par « l'Humanité rouge ». Nous avons été aidés, éclairés et dirigés dans cette démarche par un camarade de « l'Humanité rouge » dont nous avons apprécié la fermeté des principes, le sérieux et la modestie.

Nous considérons que la scission de 1970 était injustifiée. Elle traduisait en fait la lutte entre deux lignes radicalement opposées, l'une légaliste, opportuniste de droite et liquidatrice (qui devait donner « le Travailleur ») l'autre fermement attachée à l'idéologie prolétarienne, aux principes marxistes-léninistes et à la pensée maotsetoung, soucieuse de consolider l'organisation.

La plupart des arguments mis en avant pour scissionner rele-

vaient plus des ragots de bas étages et des attaques personnelles sans fondement que des principes marxistes-léninistes. En dehors des ragots, qui étaient une mise en condition en vue de la scission, la prétendue absence de démocratie, la théorie de la démocratie l'emporte sur le centralisme servit de base à la scission. En fait tout cela cachait l'intention inavouable de rompre avec la nécessaire discipline prolétarienne, de liquider purement et simplement l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

Sous l'impulsion du principal dirigeant et responsable de Grenoble, la ligne appliquée ici, dès avant la scission, s'écarterait considérablement des directives du sommet et portait en germe la future scission nous préparant ainsi à la suivre. Par exemple, le travail d'avant-garde était négligé au profit d'une conception erronée du travail de front uni. Malgré la pauvreté des arguments invoqués nous avons été entraînés dans l'aventure de la scission. La chose a été facilitée par le peu de formation politique qui nous avait été donné et par le fait, que issus pour certains de l'U.J.C.-M.-L., nous étions dominés par l'esprit petit-bourgeois rebelle à la discipline prolétarienne.

La scission consommée, la ligne archi-opportuniste, légaliste du « Travailleur » a pu se développer au grand jour et faire

la preuve par la pratique de sa nocivité. L'absence de perspective claire a conduit à l'activisme désordonné, c'est aussi par l'activisme que se « résolvait » les désaccords entre nous (« La pratique tranchera »), ces désaccords n'étaient jamais l'objet d'une discussion approfondie à la lumière du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung. Dans ces conditions « l'unité » sans principe qui régnait entre nous ne pouvait être que factice et chancelante. Cette « unité » devait d'ailleurs vite s'effriter : par des départs continus de camarades dans toutes les directions, par la dégradation constante des rapports de camaraderie.

Du point de vue de l'organisation « le Travailleur » combinait le libéralisme et le sectarisme. Le légalisme nous a amenés à bafouer les règles les plus élémentaires de la sécurité. Quant au sectarisme il se manifestait surtout à l'encontre des intellectuels révolutionnaires.

L'ouvriérisme qui privilégie l'appartenance de classe au détriment de la conscience politique révolutionnaire fut à l'honneur dans « le Travailleur », faisant ainsi bon marché des enseignements marxistes-léninistes.

La conséquence logique d'une telle ligne politique fut la dégénérescence progressive de l'organisation sur tous les plans et aboutit à l'embourgeoisement dans le marais électoraliste par l'appel à voter Programme commun aux législatives.

En outre, le groupe scissionniste « le Travailleur » est responsable de la régression et de la quasi-disparition, pendant une longue période, de toute agitation et propagande authentiquement marxistes-léninistes à Grenoble. Etant donné ce lourd bilan négatif une autocritique sérieuse s'imposait.

Notre ralliement à « l'Humanité rouge » est donc passé par une lutte sans compromis contre nos idées fausses, par la critique et l'autocritique, suivant le principe **unité-critique-unité**. Au cours de notre travail nous avons acquis la certitude que l'unité des marxistes-léninistes ne naîtra pas d'un mélange sans principe, de tous les groupes se réclamant du marxisme-léninisme et de la

pensée maotsetoung. Ce n'est pas non plus dans l'action commune au sein d'un collectif « M.-L. », véritable cartel d'organisations sans cohésion, en mettant les principes sous le boisseau, en étouffant les désaccords dans l'action, que naîtra l'unité des marxistes-léninistes. La véritable unification des marxistes-léninistes ne peut se forger que par la lutte contre les conceptions erronées et se réaliser qu'au sein de son parti d'avant-garde, c'est ce principe que nous avons appliqué.

D'autre part, au cours de notre réflexion, nous avons pu juger de la justesse de la ligne révolutionnaire, **authentiquement prolétarienne, défendue et appliquée** par « l'Humanité rouge ». L'application créatrice du marxisme-léninisme à l'analyse de la situation en France, et dans le monde, la définition d'une juste tactique, exempte de dogmatisme, pour arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne, l'établissement de liens internationalistes étroits et fraternels avec le P.C.C., le P.T.A., et les autres partis authentiquement M.-L. et surtout l'édification **concrète** d'une véritable organisation d'avant-garde fondant son action sur les enseignements de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsetoung, tout cela nous a conduits à reconnaître dans « l'Humanité rouge » la seule organisation capable d'assumer son rôle d'avant-garde du prolétariat en France.

La reprise de la diffusion de « l'Humanité rouge » doit être donc comprise comme une victoire de la ligne prolétarienne de « l'Humanité rouge ».

Ni révisionnisme, ni gauchisme, vive le marxisme-léninisme !

Halte à la division et à la confusion !

Vive l'unité des marxistes-léninistes au sein de leur avant-garde, vive l'Humanité rouge !

AUX ABONNES

ET AUX C.D. « H. R. »

DE PROVINCE

Nous nous excusons auprès de nos abonnés et des C.D. « H. R. » de province des retards qu'ils ont pu constater dans la réception de « l'Humanité rouge ».

Ces retards sont dus aux travaux de déménagement effectués par notre imprimeur.

AUX ABONNES DE « PROLETARIAT »

Un certain nombre d'abonnés de « Proletariat » nous ont fait savoir qu'ils n'ont pas reçu le numéro 3. « Proletariat » s'excuse auprès d'eux et demande aux abonnés qui seraient dans le même cas de se faire connaître afin que ces erreurs soient rectifiées.

Nous rappelons que la diffusion de « Proletariat » est assurée par E. 100, B.P. 120 - 75962 PARIS Cedex 20.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT TROIS MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Soutien à « H.R. », Alain	10
Une ouvrière imprimerie	3
Anonyme	1,20
Des antifranquistes	3
2 sympathisants de N	10
Suzanne	2
Une jeune employée	2,40
Bernard	2
Une camarade étudiante	20
C.E. soutien à « H.R. »	40
Des travailleurs	
de l'Ouest	71
1 postier communiste	10
Vive le marxisme-léninisme et la pensée-maotsetoung	5
C.D. « H.R. » Stalingrad	388
C.D. « H.R. »	
J.-P. Timbaud	42
1 dessinateur	8
1 travailleur algérien	1
C.D. « H.R. » Flourens	100
D.B.	61,60
Soutien « H.R. », déc.	100
1 lecteur, janvier 74	50
Contre la fascisation	
Unité prolétarienne	
Soutenons « H.R. »	200
1 lecteur algérien	3
hostile à F.R.	
C.D. « H.R. » Staline C	25
C.D. « H.R. » Province	23,30
En supplément à abonnement pour soutenir « H.R. » G.B.	4
En supplément à réabonnement O.C. pour le combat communiste du journal	5
En supplément à réabonnement pour soutenir « H.R. » C.V.	4
C.D. « H.R. » F. Marty	48
Sympathisants	15
1 vieille militante du P. « C. » F.	30
C.D. « H.R. »	
Quemal Stafa	28
C.D. « H.R. » Gramsci	12
Souscription des M.-L. de l'Est	190
« Contre la mentalité petite bourgeoise »	10
Soutien à l'« H.R. »	102,45
A la sortie d'une usine	3
Des enseignants de l'Ouest	40
C.D. « H.R. » P.V.C.	20
Supplément janvier, Manouchian	70
C.D. « H.R. » Ho Chi Minh	5
C.D. « H.R. » Hapiot	20
1 étudiant	2
C.D. « H.R. » A. Marty	3,50
C.D. « H.R. » Dallidet	4
C.D. « H.R. » Gemnitz	25,40
C.D. « H.R. » G. Dimitrov	100
C.D. « H.R. » G. Moquet	6,90
Total pour la semaine	1797,05
Total général utilisé pour le remboursement des dettes d'« H.R. »	400 836,31

SECOURS ROUGE PROLETARIEN

Soutien aux Câbles de Lyon 13 F

Vers la disparition de « Front rouge »

L'hebdomadaire « Front rouge » serait en perdition, si l'on en juge par les appels désespérés qu'il lance depuis deux semaines pour éponger une dette de 10 millions d'anciens francs.

Nous ne nous réjouissons pas d'une issue aussi catastrophique, car nous savons très bien quelles sont les difficultés d'une presse qui entend rester libre des compromissions qu'impliquent par exemple la publicité.

Mais nous ne pourrions pas constater la faillite d'une tentative fractionniste, qui sous le couvert du drapeau du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung, n'a eu d'autres résultats concrets que la division des forces se réclamant du marxisme-léninisme.

Combien de fois cette feuille a-t-elle lancé contre nous sarcasmes, injures et contre-vérités ? Nous avons toujours refusé de répondre sur le même plan et avec le même ton. Pourquoi ? Tout simplement parce que nous ne confondons nullement les sincères militants de ce groupe avec nos ennemis (au sens de Mao Tsetoung). Au surplus, depuis quelques mois, nos militants se sont efforcés, localement et dans des circonstances précises, de réaliser l'unité dans l'action avec les comités locaux de « Front rouge », là où ils existent.

Dans les circonstances actuelles que subit « Front rouge », nous appelons une nouvelle fois ses militants à ne pas se laisser influencer par des informations unilatérales sur la scission de 1970, à tout faire pour connaître la vérité par leur propre moyen, à juger avec sérieux de manière matérialiste et non sentimentale et idéaliste. Nous sommes convaincus que, suivant les nombreux exemples d'autres groupes, en particulier de l'immense majorité des camarades du « Travailleur », ils sauront faire les autocritiques nécessaires et rejoindre les rangs des authentiques communistes marxistes-léninistes.

Que nos camarades méditent profondément cet enseignement du président Mao repris par le X^e Congrès du Parti communiste chinois :

Il faut : « Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues. »

Si « Front rouge » surmonte ses difficultés, nous poursuivrons patiemment à son égard notre attitude reposant sur la méthode de Mao Tsé-toung : « Unité-critique-unité » jusqu'à la juste solution des contradictions au sein du peuple qui existent entre l'immense majorité de ses militants et nous-mêmes.

en bref... en bref... en bref... en bref...

Rassemblement de soutien à la lutte des leaders indiens aux U.S.A.

Selon l'hebdomadaire américain « Guardian » du 16 janvier, plus de 2 500 personnes se sont rassemblées à Saint-Paul au Minnesota, le 7 de ce mois, pour soutenir deux leaders indiens américains actuellement persécutés par les autorités judiciaires américaines.

A la fin de février dernier, quelque 200 indiens américains occupèrent un hameau appelé « Wounded Knee », dans le Dakota du Sud, pour protester contre l'oppression raciale permanente et leurs intolérables conditions de vie. Après soixante-dix jours de lutte, les autorités judiciaires inculpèrent plus de 150 indiens américains qui y avaient participé et décidèrent de faire passer devant un tribunal deux leaders indiens américains, le 8 janvier 1974, à Saint-Paul.

Le 7 janvier, la veille du procès, plus de 2 500 personnes dont plusieurs centaines d'indiens américains du Dakota du Sud, se sont rassemblés à Saint-Paul, en dépit d'un froid de moins de 20°C, pour soutenir les leaders indiens américains.

Le responsable d'un comité local pour les droits civiques a déclaré au cours de ce rassemblement : « Après Wounded Knee, nous avons senti que nous étions capables de tenir bon et de riposter ».

Un avocat a affirmé que le procès était en fait une autre tentative du gouvernement d'éliminer les mouvements populaires pour la justice aux Etats-Unis.

Il a déclaré lors d'une conférence de presse que les autorités avaient essayé de soudoyer ou d'intimider les témoins — a déchargé — et de s'infiltrer dans le camp des accusés. (Agence Chine nouvelle.)

XVIII^e anniversaire de la fondation de l'A.P.L.L.

(Hsinhua) — selon la radio du Pathet Lao, le Comité central du Front patriotique Lao a donné récemment un ordre à tous les cadres et combattants, les appelant à exécuter un travail actif pour saluer avec de nouveaux succès le vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de libération du Laos (le 20 janvier).

L'ordre a indiqué que la fête de l'armée de cette année viendrait au moment où la révolution lao est entrée dans une nouvelle phase empreinte de grandes victoires des peuples indochinois dans leurs attaques contre le néocolonialisme des impérialistes américains et de leurs valets. A présent, les peuples des trois pays indochinois continuent de mener une lutte résolue et compliquée pour remporter des victoires encore plus grandes. Le peuple lao a arraché de grandes victoires et lutte pour déjouer les complots de l'ennemi de saboter l'accord de Vientiane et son protocole.

Cette situation demande à notre armée entière et à notre peuple entier de faire des efforts encore plus grands pour consolider et édifier l'armée

plus puissante dans tous les domaines. Nous sommes déterminés à construire la zone libérée en une base solide de la révolution, à être prêts à tout moment à combattre et à déjouer tout complot de l'ennemi », a affirmé la radio.

Récession économique aux U.S.A. en 1974 ?

Selon des informations provenant de Washington, beaucoup de gens aux Etats-Unis estiment que l'économie de ce pays a en face de lui une « austère » et « sombre » perspective en 1974 et que ce pays risque de connaître une récession économique.

Le « Wall street journal » relevait le 17 janvier qu'un ralentissement dans l'activité des entreprises s'est manifesté depuis longtemps aux Etats-Unis et que le problème qui se pose actuellement est de savoir ce qui va se passer après.

De son côté, le « Us news and world report » écrivait récemment : « Il est clair maintenant qu'il est trop tard pour parer à la récession — tout au moins pour la première moitié de 1974 ». Et d'ajouter : « Un reflux du boom, au bord de la récession, était à prévoir avant même que la rétention arabe du pétrole ne prenne effet. » La crise de l'énergie, juste quand les affaires marchaient déjà au ralenti, a frappé avec une force soudaine et a atteint le pays sans lui laisser le temps d'amortir le coup », a souligné l'article.

Quant à l'hebdomadaire « Time », citant, dans un article paru à la fin de l'année écoulée, des spécialistes du Gallup, il écrivait : « L'attitude générale à l'égard de l'économie est tout ce qu'il y a de plus pessimiste depuis une décennie », et les consommateurs estiment que les perspectives de l'économie américaine sont « sombres ». En 1973 qui va terminer, a ajouté l'article, la confiance américaine a été minée par une série d'ennuis qui paraissent s'abattre indéfiniment. Ennui parmi les plus importants : l'économie et l'énergie.

Dans une dépêche de fin d'année au sujet de l'économie américaine, « Associated press » fait remarquer : « Après une année d'inflation galopante, et de pénurie de beaucoup de marchandises importantes, l'économie américaine entre dans l'année 1974 en se trouvant confrontée à nouveau à une situation analogue ainsi qu'à une réelle menace de récession.

Même l'administration Nixon, peu réputée pour son pessimisme dans les problèmes économiques, a estimé que l'économie pouvait dangereusement descendre à un seuil proche de la récession dans la première moitié de 1974, avec un taux de chômage qui pourrait approcher de 6 %.

Certains économistes et hommes d'affaires ont publié des prévisions plus sombres encore ».

Cette dépêche ajoute : « La pénurie qui frappe l'économie ne semble pas avoir de fin, que ce soit celle du fuel ou des denrées alimentaires et des matériaux de base. Les prix persistent à évoluer dans un seul sens — la hausse. »

Selon une enquête du centre de recherches de l'université du Michigan, publiée à la fin de l'année dernière, « l'impact d'une récession générale est imminent ». Une importante réduction dans les dépenses des consommateurs, une diminution substantielle dans deux industries-clés de consommation (bâtiment et automobile), et une récession probable, en conséquence, ont été indiquées par des études faites au début de cette année, avant que la crise des carburants devienne un problème. »

L'économiste américain H. Heller a prévu le 12 décembre dernier que « Le premier semestre de 1974 ressemblera à (et peut-être selon les critères habituels sera réellement), une récession. »

(Agence Chine nouvelle.)

Une délégation du G.R.P. dans la zone libérée du Laos

Hanoï, 19 janvier 1974 — la délégation du Comité central du Front national de Libération du Sud-Vietnam et du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam, conduite par le président Nguyen Huu Tho, président du présidium du Comité central du F.N.L. et président du Conseil des Sages du G.R.P. de la R.S.-V.-N., a effectué récemment une visite officielle amicale dans la zone libérée lao.

A l'invitation du Comité central du Front patriotique lao, la délégation était arrivée le 12 janvier dans la zone libérée lao. La délégation est rentrée à Hanoï le 17 janvier, après sa visite dans la zone libérée lao. (Agence Chine nouvelle.)

L'accident de Chézy

Le 23 janvier, vers 0 h 30, une patrouille de 16 soldats a été fauchée par un train de marchandises dans le tunnel de Chézy-sur-Marne (Aisne), près de Château-Thierry. La patrouille effectuait un raid de nuit lors d'un stage commando. L'aspirant qui la commandait s'étant blessé au pied et étant ramené au camp, c'est un sergent-chef de carrière qui prit le commandement. Il se serait égaré et aurait décidé afin de retrouver son chemin de longer la voie ferrée. C'est ainsi qu'ils pénétrèrent dans le tunnel : 8 militaires ont été tués et 3 autres grièvement blessés. Quelle que soit l'imprudence qui ait pu être commise, un tel accident est néanmoins révélateur du prix que l'on attache à l'homme dans l'armée. En Albanie, après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les sociaux-impérialistes, la population fut mobilisée. Durant les manœuvres, 2 miliciens se tuèrent accidentellement en franchissant un pont. A la fin des manœuvres, les autorités albanaises, en annonçant le drame, saluèrent la mémoire de ces deux héroïques combattants mais rappelèrent qu'en aucun cas et sous aucun prétexte, durant une manœuvre, la vie des hommes devait être mise en danger. On doit essayer de faire

le mieux possible, mais dans une sécurité totale. L'homme reste le capital le plus précieux.

Par ailleurs, les révisionnistes voudraient, à travers de tels accidents, alimenter leur politique antidéfense nationale parce que celle-ci a notamment un caractère antisocial-impérialiste. Enfin, il ne s'agit pas de dire des stages commandos qu'il faut les supprimer parce qu'ils sont dangereux : les stages commandos, s'ils sont effectués dans les conditions de sécurité adéquates, peuvent être sans danger et présenter de nombreux aspects positifs, pour la formation militaire des jeunes ouvriers et révolutionnaires prolétaires.

Décret sur les amendes

« Le Monde » du 23 janvier donne l'information suivante qui ne reparait plus sur la « dernière » : « En date du 18 janvier, un décret est paru au « J. O. » du 20 janvier : le fisc pourra maintenant prélever directement les amendes et condamnations financières sur les comptes chèques postaux ou sur les comptes bancaires. Mais de plus, il pourra aussi effectuer ce prélèvement chez l'employeur du contrevenant. Ce décret s'applique aux contraventions de première, deuxième et troisième classe, c'est-à-dire représentant une amende maximum de 160 F. Une telle décision vise ainsi surtout les infractions au Code de la route. Mais elle vise surtout à rendre plus efficace et plus rapide le paiement des contraventions et permet l'utilisation du bulletin de paie sans tenir compte des ressources financières de l'employé. Car le texte ne précise pas si plusieurs contraventions à la fois (qui toutes ne seraient séparément pas supérieures à 160 F) pourront être prélevées.

C'est ça la justice...

Deux jeunes garçons contrainits de s'agenouiller puis violemment frappés à la tête à coups de matraque. Ces faits qui se sont déroulés il y a plusieurs mois rue Mademoiselle sont à l'image de la police, ils sont comme un symbole.

Les matraqueurs passaient en jugement ces jours derniers à la suite des plaintes déposées par les parents des victimes. Et ce qui s'y est passé donne à réfléchir.

Le supérieur des matraqueurs les invite à faire un faux témoignage. Ce qu'il nie lors de l'audience. Le tribunal laisse faire. Les lettres de menaces sont envoyées aux témoins de la scène qui s'est déroulée rue Mademoiselle. Une des deux victimes est menacée par des flics quelques temps avant le procès.

Le tribunal couvre ces faits et « oubliant » que ce sont les flics qui sont accusés, met en accusation les victimes.

Il cherche à interdire l'entrée de la salle d'audience au public et fait expulser un magistrat qui proteste contre ce fait.

C'est ainsi que la justice bourgeoise couvre les violences policières fascistes.

A qui cela profite-t-il ?

Incendies de magasins, alertes à la bombe ; la série continue de plus belle.

Et à la radio, dans la presse pourrie, on laisse entendre que ce serait l'œuvre de « contestataires » qui s'attaquent au potentiel économique de la France.

La manœuvre est un peu grosse : il s'agit de faire naître dans la population la hantise de l'attentat, de faire naître des réflexes de crainte, de faire imaginer derrière tout cela la main de « ennemi intérieur ». A titre d'exemple citons les commentaires du journal « Les échos », du 24 janvier, qui sous le titre : « La destruction volontaire d'une économie nationale ? », écrit :

« Doit-on concevoir que les problèmes économiques de notre temps, graves bien sûr, mais ayant des solutions potentielles, ne peuvent être abordés par une partie de la population que sous l'angle d'attentats. La destruction du patrimoine est peut-être une représentation réelle de certains actifs intellectuels, mais le nombre d'hommes blessés au feu et les conséquences directes pour ceux qui n'auront plus de travail représentent un handicap pour l'ensemble de la société, que les « activistes » de tous bords seront bien obligés de payer un jour ou l'autre. »

Ainsi est créé un climat qui pourrait bien avoir pour objectif de préparer le terrain à la répression contre les révolutionnaires. La provocation est une vieille recette de la réaction.

Budget militaire 1974 aux U.S.A.

Le nouveau budget militaire américain (budget de la Défense) que le Pentagone s'apprête à réclamer, au Congrès des Etats-Unis sera de 99 milliards de dollars, soit une hausse de 15 % sur l'année précédente. Si l'on considère qu'il s'agit du premier budget voté après les accords de Paris sur le Vietnam et donc que l'effort militaire américain devrait être restreint en Indochine, on voit que la hausse réelle du budget est très importante et pour le moins curieuse en période de détente, du moins pour les naifs. La course aux armements est une réalité et la détente un nuage de fumée et nos révisionnistes le savent bien, eux qui pourtant s'évertuent à vouloir montrer le contraire en fidèles serviteurs des sociaux-impérialistes. Le département de la Défense américain a mis au point un engin nouveau de la troisième génération des engins stratégiques : le M.A.R.V., capable de toucher l'objectif ennemi après avoir contourné ses défenses.

**AFFICHEZ
H. R.**

Crise du pétrole

Crise du Franc

Les lampions de « la société de consommation » — dont on nous rebattait les oreilles, il y a peu — sont désormais éteints. La « participation des salariés aux fruits de l'expansion » a disparu des discours officiels. Ceux-ci regorgent maintenant de solennels appels à l'austérité, à l'ardeur au travail, à l'union sacrée. Bref, la crise de la bourgeoisie française s'approfondit, en même temps que s'approfondit celle de tous les pays capitalistes du monde.

La récente décision gouvernemen-

est, elle, plus franche : « Giscard a complètement changé sa politique des prix. Au lieu de retarder les hausses, il les précipite afin de débayer le terrain le plus vite possible pendant que l'opinion publique met tout sur le dos des Arabes. » Voilà qui est clair. Et c'est bien le premier aspect des mesures gouvernementales pour la classe ouvrière de notre pays.

Hausse des prix

Loin de ralentir, elle ne cesse de s'accélérer à une allure qui donne le

gnies de C.R.S. et un nombre imposant de gardes mobiles !

« ...L'heure n'est pas à la facilité, mais à la rigueur, l'heure n'est pas à l'abandon, mais à la volonté et d'abord de la part du gouvernement... »

« Pour cela, il faut de la volonté. Il faut que chacun travaille à sa place, par-delà les divergences politiques... »

Là, les déclarations rassurantes se multiplient. Mais la réalité est tout autre. Les capitalistes profitent de la conjoncture pour imposer les modifications de la structure de l'économie française nécessaires à leurs profits.

Chômage

Reconvertir, concentrer davantage encore. C'est ainsi que chaque jour des entreprises de petite et moyenne importance déposent leur bilan, jetant sur le pavé des centaines d'ouvriers condamnés au chômage ou à la déqualification. 180 000 jeunes sans emploi en septembre sont déjà prévus officiellement. Là, « la lettre de l'expansion » laisse pointer une certaine inquiétude des milieux patronaux :

« Chômage : c'est le deuxième point noir. Il prendra la forme d'une non-ambuche des jeunes à la rentrée de septembre... Le risque d'affrontements violents dans la rue, avec des jeunes sans travail, est pris au sérieux dans les milieux patronaux. »

L'ALIBI PÉTROLE

Décidément, il a bon dos le pétrole ! Le gouvernement des monopoles a sauté à pieds joints sur l'occasion offerte pour décider une nouvelle vague de hausses. Certaines ont déjà été rendues publiques. D'autres vont suivre. En voici quelques-unes officiellement annoncées :

- P. et T. : environ 25 %. Prévue en mars.
- Loyers : de 20 à 30 % d'augmentation de charges sans parler du loyer proprement dit dont la hausse est prévue pour juillet.
- Transport : 7 % de plus sur les billets d'avion. Hausses prévues pour la route et le rail.
- Alimentation : plus 2 à 3 centimes pour le lait. Jusqu'à + 15 % pour certains produits (sucre, légumes, etc.).
- Electricité : hausse prochaine de 10 à 15 %.
- Textiles : on annonce déjà + 2,5 % sur les textiles artificiels.



CRISE

DU CAPITALISME !

tale de faire flotter le franc en est une nouvelle manifestation.

Auparavant les différentes monnaies européennes, liées ensemble, formaient un bloc de valeur flottante par rapport au dollar et aux autres monnaies du monde. C'était le fameux « serpent européen », indispensable à la construction et au développement de l'unité économique européenne.

Aux prises avec d'insurmontables difficultés économiques, l'Angleterre et l'Italie n'avaient pas tardé à « lâcher » ce système. C'est maintenant le tour de la France de crier : « Sauve qui peut ! chacun pour soi ! ». Pour six mois seulement, d'après les déclarations officielles. Pour beaucoup plus longtemps que cela, d'après les confidences officielles.

Ceci pour la plus grande satisfaction de Washington qui voit ainsi reculer d'un grand pas la construction économique européenne, seule capable d'opposer une résistance plus grande à ses prétentions.

Les U.S.A., dont le dollar est le principal responsable de la crise monétaire qui atteint le franc, comme les monnaies de tous les pays dont l'économie est liée au capitalisme, marquent ainsi un point sur l'Europe.

Et les travailleurs et ouvriers de notre pays de s'interroger anxieusement : « Au fond, qu'est-ce que tout cela veut dire pour nous ? »

Reprenant le ton sérieux « Je-vous-dis-tout » qu'il affectionne, Giscard est venu apporter ses explications devant le petit écran : « Le franc est malade, mais ce n'est pas grave. Pour le guérir il faut simplement produire davantage et exporter davantage. » C'est vague et rassurant. La confidentielle « lettre de l'expansion » au moyen de laquelle le patronat se communique ses tuyaux,

vertige. Et ce n'est pas fini. Les hausses du gaz et de l'électricité ne sont pas encore intervenues. Celles de la S.N.C.F. sont prévues pour avril. L'indice avoué des prix pour le mois de décembre est de + 0,8 %. Et ces hausses touchent particulièrement, durement les secteurs de consommation les plus nécessaires, les plus populaires, comme l'alimentation, les vêtements, etc.

A tout cela s'ajoute la dévaluation de fait du franc qui ampute d'environ 5 % supplémentaires le pouvoir d'achat des travailleurs ; car si les produits français seront désormais vendus moins chers à l'étranger, les produits étrangers sur le marché français seront, eux, majorés d'autant.

Accélération des cadences et freinage des salaires

Par tous les moyens, gouvernement et patronat vont essayer d'intensifier la production. Pour que leurs profits se maintiennent et se développent, ils leur font impérativement exporter davantage à des prix concurrentiels par rapport aux autres pays étrangers dont les capitalistes connaissent les mêmes difficultés qu'eux. Pour cela une seule solution : augmenter la production et en diminuer les coûts pour proposer des prix de vente avantageux. En clair, cela veut dire augmenter les cadences et rendements, résister aux exigences d'augmentations des salaires, freiner la consommation intérieure, pour pouvoir intervenir en bonne position sur les marchés étrangers.

C'est le sens du discours de Pompidou à Poitiers, prononcé au cours d'un voyage pour lequel avaient été mobilisés pas moins de dix compa-



La décision de condamner le franc à une dévaluation de fait est donc conforme aux intérêts du système capitaliste qui espère trouver ainsi un remède au mal incurable qui le ronge. Ceux qui aspirent à le gérer à la place du gouvernement actuel, les tenants du fameux « Programme commun », se sont ainsi vus clouer le bec par Giscard, lors du débat à l'Assemblée : « Messieurs, de l'opposition, à notre place, vous n'auriez pas fait autre chose ! »

Mais les calculs de la bourgeoisie ne tiennent pas compte d'une chose : la combativité de la classe ouvrière, son refus de se laisser dépouiller encore un peu plus, exploiter encore un peu plus, épuiser encore un peu plus.

A l'heure où l'économie britannique sombre dans le chaos et les capitalistes anglais dans la panique, les

mineurs en grève « des heures supplémentaires » depuis plusieurs mois, débattent tranquillement du passage à la grève générale. Supplications et menaces n'ébranlent pas d'un pouce leur détermination à faire aboutir leurs justes revendications, car ils savent bien que bourgeois et prolétaires ne peuvent avoir des intérêts économiques communs.

De même, au moment où Pompidou se fait alarmant du haut de l'Hôtel-de-Ville de Poitiers, les conducteurs des Houillères de Lorraine se remettent unanimement en grève pour exiger le paiement des journées de grève, envoyant ainsi aux orties l'appel gouvernemental à l'union sacrée.

Face à la volonté affirmée de la bourgeoisie de renforcer son exploitation, ils tracent ainsi à la classe ouvrière le chemin de ses luttes et de ses victoires.